



Conseil de sécurité

Soixante-dix-septième année

9155^e séance

Mardi 18 octobre 2022, à 15 heures

New York

Provisoire

<i>Président :</i>	M. Biang	(Gabon)
<i>Membres :</i>	Albanie	M. Hoxha
	Brésil	M. Costa Filho
	Chine	M. Geng Shuang
	Émirats arabes unis	M. Abushahab
	États-Unis d'Amérique	M. Wood
	Fédération de Russie	M. Nebenzia
	France	M ^{me} Broadhurst Estival
	Ghana	M. Agyeman
	Inde	M. Raguttahalli
	Irlande	M. Gallagher
	Kenya	M. Kiboino
	Mexique	M. Ochoa Martínez
	Norvège	M ^{me} Heimerback
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Eckersley

Ordre du jour

Résolutions 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999) du Conseil de sécurité

Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2022/739)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Résolutions du Conseil de sécurité 1160 (1998), 1199 (1998), 1203 (1998), 1239 (1999) et 1244 (1999)

Rapport du Secrétaire général sur la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (S/2022/739)

Le Président : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de la Serbie à participer à la présente séance.

Au nom du Conseil, je souhaite la bienvenue à S. E. M. Nikola Selaković, Ministre des affaires étrangères de la Serbie.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M^{me} Caroline Ziadeh, Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M^{me} Donika Gërvalla-Schwarz à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le rapport du Secrétaire général concernant la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo publié sous la cote S/2022/739.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Ziadeh.

M^{me} Ziadeh : Qu'il me soit permis, Monsieur le Président, de vous féliciter de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois d'octobre.

Dans la région où la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) est déployée, le mois d'octobre est caractérisé par des échéances cruciales concernant le dialogue entre Belgrade et Pristina. C'est le cas notamment du plan d'étapes sur l'énergie et de la question des plaques d'immatriculation, avec des délais imminents, ainsi que de nombreuses discussions à plusieurs niveaux européens sur de multiples dossiers ayant trait aux perspectives européennes de la Serbie et du Kosovo, qui auront un impact non seulement sur la vie des populations de cette

région, mais aussi sur l'environnement politique et sécuritaire dans lequel évolue la Mission.

(l'oratrice poursuit en anglais)

J'ai l'honneur de présenter au Conseil de sécurité le rapport du Secrétaire général sur les activités de la MINUK et sur l'évolution de la situation au Kosovo (S/2022/739). Je ferai également part de mes observations concernant la situation au Kosovo dans un contexte plus large.

Comme décrit dans le rapport, les six derniers mois ont été marqués par bon nombre de prises de position politiques sur des questions qui sont toujours inscrites à l'ordre du jour du dialogue entre Belgrade et Pristina, facilité par l'Union européenne : le plan d'étapes sur l'énergie, la liberté de circulation des personnes, la validité des cartes d'identité et l'association/communauté des municipalités à majorité serbe, pour n'en citer que quelques-unes. Nous continuerons d'apporter tout le soutien possible pour que ce dialogue aboutisse.

Par ailleurs, je suis consciente que l'évolution de la situation au Kosovo, comme pour toutes les questions en souffrance dans la région, est affectée par l'environnement de sécurité européen dans son ensemble. Dans ce contexte, j'ai maintenu un dialogue étroit avec bon nombre de partenaires et de parties prenantes sur le terrain, ainsi qu'avec des interlocuteurs dans toute la région. Tous estiment que les problèmes qui paraissent latents peuvent facilement revenir au premier plan de l'ordre du jour du dialogue. Cette possibilité impose une responsabilité supplémentaire s'agissant de garantir une coordination étroite entre les différentes missions sur le terrain. En travaillant ensemble, de manière cohérente et efficace, nous pouvons contribuer à clarifier les malentendus et à éviter les escalades. Nous pouvons également contribuer à donner une plus grande marge de manoeuvre aux dirigeants dont la vision reconnaît les avantages qu'il y a à apaiser les tensions, et non à les attiser ; des dirigeants qui sont prêts à créer un espace pour le progrès et un changement positif.

Depuis le printemps dernier, nous avons tous constaté plusieurs escalades dans le discours politique entre Pristina et Belgrade, ainsi que quelques moments de tension aiguë sur le terrain, qui ont menacé d'annuler nombre des avancées précédemment obtenues grâce au dialogue facilité par l'Union européenne. Durant ces moments, les deux camps se sont concentrés sur des accusations mutuelles, au lieu d'utiliser les canaux officiels et informels pour engager un dialogue constructif.

Des interventions diplomatiques et un dialogue de très haut niveau le 18 août ont permis une décrispation temporaire sous la forme du report des délais et de promesses de poursuivre les discussions. Toutefois, au mieux, le fait que les parties soient prêtes à risquer des confrontations dangereuses sur le terrain a entraîné un recul du processus. Au pire, il pourrait s'ensuivre des conséquences bien plus graves, voulues ou non.

Quand la démarcation entre provocation politique et belligérance pure et simple s'estompe ainsi, cela vient nous rappeler l'importance et le rôle de discernement de notre partenaire international qui agit sous mandat, la Force internationale de sécurité au Kosovo (KFOR), dont la présence continue de garantir un climat sûr au Kosovo. Je tiens à saluer personnellement le général Ferenc Kajári, de la Hongrie, commandant de la KFOR, qui quitte ses fonctions, sous la direction duquel la KFOR a joué son rôle de manière exemplaire. Je tiens aussi à saluer son successeur, qui vient de prendre ses fonctions, le général Angelo Ristuccia, de l'Italie, dont je ne doute pas qu'il continuera d'entretenir le partenariat essentiel entre la MINUK et la KFOR.

Comme je l'ai souligné ici au Conseil en avril (voir S/PV.9019), le gouvernement du Kosovo a un programme ambitieux, dont la bonne exécution dépend d'une prise de décision solide, de partenariats robustes et du consensus de la population. Ce programme est fondé sur l'état de droit. Nous sommes conscients des efforts continus qu'il déploie pour renforcer l'état de droit et la justice, ce qu'il ne peut réussir qu'en se conformant pleinement à tous les cadres juridiques applicables et en veillant au respect des formes régulières. Dans ce contexte, je veux insister sur l'importance d'appliquer intégralement toutes les décisions des juridictions supérieures, telles que celles de la Cour constitutionnelle ; de respecter pleinement les droits humains, y compris les droits sociaux et économiques, les droits de propriété et la liberté de circulation de toutes les communautés ; de respecter pleinement toutes les obligations précédemment contractées et ratifiées dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne.

À maintes reprises, dans l'esprit de nos responsabilités partagées concernant le maintien de la paix et de la stabilité, j'ai réitéré tant à Belgrade qu'à Pristina mon appel à rester engagées de façon active et constructive dans le dialogue facilité par l'Union européenne et à préserver et consolider les acquis. Il y a de nombreux choix qui doivent être faits par les dirigeants politiques dans les jours à venir, sur la manière de gérer leurs

ambitions et leurs objectifs, compte tenu des contours plus larges de l'incertitude de la situation économique et de sécurité pour l'heure. Il faut choisir entre coopération et division, entre menaces et gestes de bonne volonté, et entre compromis et calculs à somme nulle. De ce point de vue, la responsabilité commence chez soi.

Au milieu de toutes ces difficultés, nous voyons des exemples positifs de leadership et de coopération. Le gouvernement du Kosovo reste concentré sur la lutte contre les problèmes critiques qui se rapportent à l'état de droit. Nous espérons que ces efforts sont notés par les États membres européens qui réfléchissent à leurs positions concernant la libéralisation des visas et le régime de voyages pour les habitants du Kosovo. Tant que nous, communauté internationale, demeurons activement engagés au Kosovo, nous avons également des responsabilités, y compris celle d'appuyer les choix qui offrent l'espoir d'un avenir meilleur aux familles et aux personnes de toute la société.

Les initiatives de coopération dirigées à l'échelle de la gouvernance régionale, quels que soient leurs étiquettes, leurs auteurs ou leurs participants, peuvent également contribuer à l'apaisement des tensions et au règlement des problèmes politiques. C'est particulièrement vrai maintenant, car toutes les parties de la région sont touchées par des difficultés similaires en termes de risques liés à la chaîne logistique et autres difficultés économiques. Bien sûr, les initiatives régionales ne sont pas une panacée. Une paix durable requiert nettement plus, notamment la mobilisation directe des communautés et une meilleure compréhension de leurs opinions, de leurs préoccupations et de leurs intérêts. C'est là que le rôle de missions telles que la nôtre peut faire davantage pour favoriser des progrès. Notre mission continue d'adapter son action, en reconduisant certaines des meilleures initiatives lancées dans le passé, telles que le programme de renforcement de la confiance, établi de longue date, tout en évaluant précisément les réalités actuelles. Nous renouvelons nos priorités en matière de ressources, affinons nos partenariats institutionnels et rehaussons nos objectifs de travail internes et notre culture de travail. Mon but est que la MINUK se concentre sur les domaines où la poursuite de notre présence, de concert avec tout le système des Nations Unies, ainsi que nos partenaires au Kosovo, apporte une contribution cohérente et produit des effets positifs.

Premièrement, cela suppose de mener et de promouvoir une communication efficace, qui transcende toutes les démarcations ethniques et politiques, à tous les

niveaux de la société. Cela implique de créer des possibilités qui favorisent un climat où le respect des droits humains, l'état de droit et le règlement pacifique des différends se manifestent de manière plus systématique.

Deuxièmement, cela suppose de redoubler l'engagement de la Mission à soutenir les acteurs du renforcement de la confiance venus de tous les horizons de la société kosovare, en amplifiant la puissance et l'énergie de ceux qui possèdent le dynamisme et la vision nécessaires pour façonner un avenir prometteur pour eux-mêmes et pour les générations à venir.

Troisièmement, cela signifie qu'il faut aider à promouvoir une conscience large de l'interdépendance et des problèmes et intérêts partagés de la population de tout le Kosovo et de l'ensemble de la région. Cela implique de faire tout cela en étant bien au fait du paysage politique régional et mondial actuel.

Notre mission affinera son travail avec les partenaires locaux afin de promouvoir le programme de renforcement de la confiance en l'axant sur les femmes et les jeunes, mais aussi, plus largement, sur les futurs dirigeants et agents de changement de tous horizons. Ces six derniers mois, nous avons utilisé notre pouvoir de mobilisation de tant de manières, y compris en rassemblant plus de 150 figures de la jeunesse du Kosovo et de la région pour la quatrième Assemblée de la jeunesse des Nations Unies, le plus grand forum de jeunesse pluriethnique du Kosovo, et en organisant la Journée portes ouvertes sur les femmes et la paix et la sécurité pour sensibiliser à l'importance de la participation des femmes aux processus politiques. Nous avons également aidé 37 organisations de la société civile de toutes les communautés du Kosovo à lancer le troisième rapport annuel sur les droits humains. Des thématiques cruciales ont été abordées de manière constructive et en toute sécurité dans ces enceintes, comme la désinformation, les discours de haine, les femmes d'influence, la prise de décision des jeunes et la violence domestique, entre autres. Nous avons également appuyé l'accès à la justice et les droits linguistiques, notamment par des initiatives visant à fournir une assistance judiciaire, à mettre à disposition des interprètes au tribunal et à proposer des outils gratuits d'apprentissage des langues.

Il y a quelques semaines, dans son allocution liminaire à l'Assemblée générale, le Secrétaire général a déclaré : « nous vivons dans un monde où la logique de coopération et de dialogue est la seule voie possible » (voir A/77/PV.4) et « [n]ous avons besoin d'espoir... mais pas seulement. Nous avons besoin d'action. » (*ibid.*). J'ai

relayé ce message dans mes rencontres avec les dirigeants de la région au sujet des derniers faits nouveaux survenus au Kosovo. Je suis de plus en plus convaincue désormais qu'un accord entre Belgrade et Pristina ne pourra être obtenu et appliqué que si le public y contribue et se l'approprie véritablement. On me permettra, à cet égard, de saisir cette occasion pour féliciter le Représentant spécial de l'Union européenne de sa mobilisation constante dans ce sens.

Sur la base du mandat confié par le Conseil de sécurité s'agissant de la présence internationale au Kosovo, nous nous réjouissons à la perspective d'une coopération ancrée dans la bonne foi et le respect mutuel avec les institutions kosovares. Je tiens à exprimer ma vive reconnaissance au Conseil pour sa mobilisation sans faille auprès de notre mission et son appui constant.

Le Président : Je remercie M^{me} Ziadeh de son exposé.

Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la Serbie.

M. Selaković (Serbie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole une nouvelle fois devant le Conseil de sécurité pour discuter du dernier rapport du Secrétaire général sur l'action de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) (S/2022/739). Je remercie le Secrétaire général et sa représentante spéciale d'avoir soumis ce rapport.

Nous prenons note des efforts déployés par M^{me} Ziadeh pour s'acquitter de cette tâche qui s'accompagne de grandes responsabilités, en particulier au regard de la nécessité d'une vue d'ensemble globale et de la complexité de la situation sur le terrain.

Je saisis également cette occasion pour souligner que la République de Serbie apprécie à leur juste valeur les activités menées au Kosovo-Metohija par la MINUK, Mission créée par la résolution 1244 (1999). Nous sommes favorables à la poursuite de ses activités, avec la même portée et les mêmes capacités, d'autant que la Mission n'a pas encore atteint l'objectif principal de son mandat : faire prévaloir une vie normale et pacifique pour tous les citoyens de notre province méridionale.

Malheureusement, ces derniers mois n'ont pas apporté plus de stabilité au Kosovo-Metohija et la situation dans la province ne correspond pas tout à fait à celle qui est présentée dans le rapport. Les mesures unilatérales de Pristina continuent d'accentuer, consciemment et systématiquement, les divergences ethniques,

suscitant la discrimination à l'endroit de la population non albanaise. À notre connaissance, 105 attaques répondant à des motivations ethniques ont été recensées depuis le début de l'année. En outre, Pristina s'emploie activement à faire surgir des obstacles administratifs et bureaucratiques, en prenant des mesures qui n'ont pas été convenues dans le cadre du dialogue servant de fondement aux négociations et à la recherche de solutions entre Belgrade et Pristina.

La démarche de Pristina est problématique à bien des égards. La conduite irresponsable de Pristina revient à saboter sciemment les efforts non seulement de Belgrade, mais aussi de l'Union européenne et des autres parties concernées de la communauté internationale, dans l'intention manifeste d'atteindre deux objectifs : premièrement, celui de se soustraire à la mise en œuvre des engagements pris ; et deuxièmement, l'objectif ultime, nettement plus alarmant, d'intimider, de marginaliser et de persécuter les Serbes.

Dans toutes les déclarations qu'elle a faites devant le Conseil, Pristina s'est concentrée sur ce qui s'est produit dans le passé, sans jamais mentionner, ce qui est pour nous une source de souffrance, comment les non-Albanais du Kosovo-Metohija vivent aujourd'hui. Les Serbes sont toujours intimidés de diverses manières et contraints de quitter leurs maisons, leurs villages et leurs villes. Les personnes déplacées se voient dissuadées de retourner là où elles sont nées et où elles ont vécu toute leur vie. Les institutions provisoires d'administration autonome s'efforcent systématiquement de supprimer et d'effacer autant que possible la diversité culturelle et nationale qui subsiste. Dans le même temps, Pristina attise sciemment les tensions interethniques, et ce, par tous les moyens possibles.

Assister à des célébrations religieuses semble être une infraction pénale au Kosovo-Metohija. C'est ainsi que Nikola Nedeljković a été arrêté pour avoir prétendument « incité à la haine ethnique et à l'intolérance », alors qu'en réalité, il a été emprisonné pour avoir assisté aux célébrations de la Saint-Vitus. Nikola a été condamné à huit mois de prison, sans la moindre preuve matérielle. *A contrario*, je me permettrai de rappeler aux membres du Conseil qu'à ce jour, personne n'a eu à répondre devant la justice de la mort des plus de 1 000 Serbes tués depuis 1999. Par le truchement d'une intimidation planifiée, la quasi-totalité des villes et villages du Kosovo-Metohija font l'objet d'un nettoyage ethnique. Les représentants de Pristina ne font aucun cas des souffrances endurées et se moquent des plaies béantes des Serbes – plus de

200 000 d'entre eux – qui ont dû quitter leurs maisons ancestrales. Cette conduite n'a pas évolué depuis 23 ans, et elle est absolument contraire aux valeurs et principes démocratiques dont les institutions provisoires d'administration autonome se réclament souvent dans leurs déclarations.

Il me semble donc nécessaire de souligner que les acteurs internationaux impliqués et Pristina doivent afficher une volonté politique véritable de créer les conditions qui permettront de commencer à en finir avec la discrimination à l'échelle nationale et de faire prévaloir la vie commune dans la province.

Je tiens à appeler l'attention des membres du Conseil sur la conduite rigide, problématique et extrêmement irresponsable de l'autre partie aux négociations dans le cadre du dialogue entre Belgrade et Pristina. Dans ses efforts pour atteindre les objectifs que j'ai évoqués, Pristina applique la politique dite de réciprocité, une stratégie très réfléchie et malveillante que, malheureusement, elle n'a pas élaborée indépendamment. En insistant continuellement sur le fait que la reconnaissance mutuelle doit être une composante centrale du dialogue, cette politique dite de réciprocité montre au grand jour que les dirigeants politiques actuels de Pristina n'ont absolument pas la volonté de trouver une solution de compromis.

Je rappellerai aux membres du Conseil que les pourparlers entre Belgrade et Pristina n'ont pas commencé avec les dernières élections qui se sont tenues à Pristina, mais sont en cours depuis 11 ans, depuis que le dialogue technique s'est ouvert le 8 mars 2011. Nous jugeons donc inadmissibles les tentatives visant à faire fi du format actuel du dialogue et à annuler les accords uniquement parce qu'ils ne sont pas du goût des acteurs politiques actuels. Il est inacceptable que les circonstances géopolitiques en place soient exploitées pour effacer tout bonnement tout ce qui a été élaboré pendant des années au prix d'âpres efforts.

Belgrade, je le souligne, s'est dès le début impliquée institutionnellement dans le dialogue, alors que l'engagement de l'autre partie a fluctué, et continue de fluctuer en fonction de la couleur politique au pouvoir. Le durcissement de la rhétorique et des arguments politiques des responsables actuels des institutions provisoires d'administration autonome à Pristina s'accompagne de mesures concrètes de déstabilisation. Au cours de la période considérée, des mesures relatives aux plaques d'immatriculation ont été imposées, sous couvert d'une prétendue volonté d'intégration dans la

société. Je rappelle une fois de plus au Conseil qu'aucun accord sur ces mesures n'a été conclu dans le cadre du dialogue entre Belgrade et Pristina.

Je suis convaincu qu'aujourd'hui encore, la représentante de Pristina nous dira que sa partie a rempli toutes ses obligations, mais la décision prise sur le réenregistrement des plaques d'immatriculation montre que non seulement Pristina ne respecte pas ce qui a été convenu, mais qu'elle réduit à néant les résultats obtenus par la voie du dialogue, provoquant ainsi une nouvelle crise. Les conséquences de ces mesures imposées par la force sont parfaitement illustrées par le fait que, depuis cette décision, on n'a relevé qu'un nombre très limité de véhicules réenregistrés avec des plaques d'immatriculation serbes, dont deux seulement appartiennent à des Serbes originaires du nord du Kosovo-Metohija. C'est une autre preuve que Pristina ne bénéficie pas d'un plein soutien, mais qu'au contraire, elle provoque constamment une réaction naturelle chez la population serbe, qui ne peut être soumise indéfiniment aux décisions arbitraires prises par des institutions temporaires.

Je suis convaincu qu'aujourd'hui encore, nous entendrons le discours déjà connu des représentants de Pristina qui tentent de présenter chaque réaction des Serbes du Kosovo-Metohija comme une activité organisée par Belgrade dans le cadre de prétendues tentatives de déstabilisation. Ces affirmations ne sont tout simplement pas vraies. La Serbie, pour sa part, ne peut en aucun cas contenir le malaise existant au sein de la population non albanaise du Kosovo-Metohija. Il est indéniable que les manifestations de citoyens incarnent une voix qui dénonce de nombreuses années de violence institutionnelle et de privation des droits de la population non albanaise qui, en l'espèce, se voit refuser le droit de jouir pacifiquement d'une propriété privée acquise en toute légalité. Pristina poursuit ses tentatives de confiscation de biens et, comme chacun sait, l'Église orthodoxe serbe est l'une de ses cibles. Paradoxalement, en remettant en cause la restitution des biens au monastère de Visoki Dečani, Pristina ne respecte pas les décisions de sa propre Cour dite « constitutionnelle ».

J'ai longtemps réfléchi à la meilleure façon d'illustrer la réalité du quotidien de la population non albanaise du Kosovo-Metohija. Je ne mentionnerai que quelques faits. De nombreux incidents à caractère ethnique, des discours de haine, des actes d'intimidation, des violations du droit à un procès équitable, des menaces à la liberté de circulation et aux droits religieux, ainsi que la profanation d'églises et de tombes,

ont été enregistrés au cours de la période la plus récente. Les attaques fréquentes contre les sites de l'Église orthodoxe serbe sont également inacceptables, notamment l'attitude honteuse à l'égard du patrimoine culturel et spirituel serbe, y compris les quatre monuments inscrits sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. De nombreux obstacles administratifs et techniques sont imposés aux prêtres et aux communautés monastiques, ce qui rend difficile, voire impossible, leur survie dans les propriétés de l'église.

S'agissant des droits civils, le droit politique et civil fondamental de voter a été retiré aux Serbes qui vivent dans la province, sans compter les fréquents actes d'intimidation et les incursions violentes des forces spéciales du Groupe régional d'appui opérationnel, qui sont un instrument de mise en œuvre des objectifs de Pristina, sous couvert de la prétendue lutte contre la criminalité. En décembre, Bratislav Nikolić, le Président de la municipalité de Štrpce, a été placé en détention pour criminalité organisée et corruption. Il n'a pas encore été inculpé, mais il se trouve actuellement dans un centre de détention. Cette décision a pour unique but d'accroître davantage la pression exercée sur la communauté serbe vivant dans le sud-est de Štrpce, une enclave serbe dans le sud du Kosovo-Metohija.

Comment peut-on prétendre que ces opérations s'inscrivent dans le cadre de la lutte contre la criminalité alors que les forces spéciales sont utilisées pour mener des raids lors des fêtes de village et dans les écoles et enlever les chauffeurs d'ambulances transportant des perfusions et des médicaments ? Quels motifs se cachent derrière ces actes, et comment peut-on les justifier ? Souvenons-nous de M^{me} Dragica Gašić, la seule rapatriée serbe de la ville de Đakovica. Elle n'est toujours pas autorisée à acheter du pain en raison de ses origines et de sa nationalité, car elle vit dans une municipalité que les Albanais locaux considèrent fièrement comme interdite à la population non albanaise. Pas moins de 11 organisations de la société civile albanaise demandent son expulsion, ainsi que l'interdiction pour toute personne non albanaise de revenir dans cette ville. Tel est le niveau d'intimidation auquel les rapatriés serbes sont confrontés. C'est pourquoi le pourcentage de rapatriés est inférieur à 2 % et reste l'un des plus faibles au monde. Alors, je demande : s'agit-il là des caractéristiques d'une démocratie à part entière et d'un facteur de stabilité dans la région, telle que cette société se présente au monde ?

Nous sommes conscients que le dialogue revêt une dimension plus large et peut avoir une incidence sur la situation dans l'ensemble de la région. Cela transparaît dans toutes les déclarations prononcées par les responsables serbes, y compris le Président de la République de Serbie, Aleksandar Vučić. « Il vaut mieux négocier pendant 100 ans que se battre pendant une journée ». Ces paroles du Président de notre pays décrivent le mieux la politique de paix, de réconciliation et de coopération régionale menée par les dirigeants serbes, qui sont mus par la vision d'un avenir commun et prospère pour les Balkans.

J'estime qu'il incombe aux dirigeants d'aujourd'hui de définir une vision commune claire pour les générations futures. Les dirigeants de Belgrade, de Skopje et de Tirana ont adopté une telle vision en lançant l'initiative Balkans ouverts, une initiative de la région et pour la région, qui donne déjà des résultats concrets. À plusieurs reprises, la Serbie a tendu la main à Pristina afin de l'inviter à rejoindre cette initiative. Nous espérons qu'elle prendrait conscience de l'importance de la connectivité économique et des progrès réalisés dans l'intérêt des citoyens de l'ensemble des Balkans. Notre invitation n'a cependant pas été accueillie favorablement par l'autre partie.

Nous rejetons catégoriquement les arguments de Pristina concernant la prétendue inconstitutionnalité de la création de la communauté des municipalités à majorité serbe. Il est clair que l'attitude de Pristina vis-à-vis de cette obligation est à l'image de son attitude à l'égard des Serbes qui vivent dans la province. Elle indique également que Pristina s'oppose à ce que le peuple serbe s'organise en tant que communauté ethnique et exerce ainsi ses droits collectifs. L'objectif de cette démarche, comme modèle privilégié, c'est une communauté sans Serbes, comme celles de Pristina, de Đakovica ou de Peć, ou encore des localités similaires de la province.

En ce qui nous concerne, nous jugeons inacceptable que Pristina refuse d'honorer ses obligations et de discuter de la création de la communauté des municipalités à majorité serbe depuis pas moins de 3 470 jours, mais j'assure le Conseil que la Serbie ne relâchera pas pour autant ses efforts pour trouver une solution de compromis à la situation actuelle.

Je rappelle au Conseil que les représentants de Pristina, bien qu'ils répètent souvent dans leurs déclarations que le prétendu Kosovo est un fait accompli, continuent de ne pas être reconnus par la majorité des États Membres de l'ONU, et ce depuis maintenant 14 ans.

Si la prétendue indépendance du Kosovo est une réalité, comment se fait-il que nous ayons ce dialogue ? Et comment se fait-il qu'on exerce de plus en plus de pressions sur Belgrade quant à la nécessité d'une reconnaissance mutuelle ? Ce que les dirigeants politiques actuels de Pristina refusent d'accepter, c'est que Belgrade ne peut pas être tenue à l'écart de la recherche d'une solution définitive. Il en va de même pour les commentaires de plus en plus fréquents concernant l'adhésion prochaine de Pristina à des organisations internationales. Ces démarches contribuent-elles à favoriser un climat propice au dialogue ? De cette manière, récompensons-nous le comportement destructeur de Pristina et son refus du dialogue ? Nous pensons que les tentatives du prétendu Kosovo d'adhérer à des organisations internationales sont inacceptables, et la Serbie s'opposera résolument à ces démarches.

Lors de la précédente séance, en avril (voir S/PV.9019), nous avons entendu les appels de certains membres du Conseil de sécurité en faveur de la réduction des effectifs de la MINUK, voire de son retrait, au motif que Pristina disposait de ses propres institutions qui fonctionnent. Cependant, les circonstances que je viens d'exposer et la situation sur le terrain nous rappellent une fois de plus que la présence internationale dans notre province méridionale reste nécessaire. À cet égard, nous appuyons les efforts déployés par la MINUK, la Force internationale de sécurité au Kosovo, la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo et la Mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe au Kosovo dans le cadre de leurs mandats. Les populations serbe et non-albanaise du Kosovo-Metohija ont la plus grande confiance dans la présence internationale qu'elles considèrent comme un gage de sécurité, ce qui confirme que les missions internationales doivent poursuivre leurs activités, sans en diminuer la portée et avec les mêmes capacités, conformément à la résolution 1244 (1999).

Pour terminer, je voudrais souligner que ces derniers temps, dans tous les forums internationaux, nous ne cessons d'entendre des appels au respect des principes de l'ONU. Nous appuyons l'intégrité territoriale de tous les États Membres de l'ONU. Mais qu'en est-il de la Serbie ? Je voudrais demander aux membres du Conseil si la nécessité de mettre en œuvre les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies s'applique à tous ses membres ou seulement à certains ? En tant que pays qui respecte systématiquement le droit international et qui subit toujours les conséquences de ses violations, nous pensons que la Charte des Nations

Unies et le droit international, notamment l'intégrité territoriale et la souveraineté des États, doivent être respectés par tous et s'appliquer sans distinction à tous les États Membres de l'ONU.

C'est cet organe qui, il y a plus de 20 ans, a adopté la résolution 1244 (1999) (voir S/PV.4011), qui a confirmé l'intégrité territoriale de mon pays, la République de Serbie. Cela n'a pas empêché certains pays de reconnaître le soi-disant Kosovo, violant ainsi non seulement les principes de l'ONU, mais aussi la résolution qu'ils avaient adoptée, en adaptant le droit international à leurs intérêts et à leurs objectifs. C'est précisément pour cette raison que la mention de plus en plus fréquente du cas du Kosovo indique que le précédent qui a été créé a ouvert une boîte de Pandore, car la force de chaque principe repose sur son application pleine et universelle et son respect inconditionnel.

Les participants remarqueront que j'ai posé de nombreuses questions dans ma déclaration, et j'ai l'espoir qu'aujourd'hui des membres du Conseil de sécurité et les représentants de Pristina répondront à au moins certaines d'entre elles, car les habitants du Kosovo-Metohija, quelle que soit leur nationalité, qu'ils soient Serbes ou Albanais, le méritent.

Tous les habitants du Kosovo-Metohija sont en droit d'attendre une amélioration de la situation et une réduction des tensions au niveau ethnique, qui sont une condition préalable à une vie normale. Pour ce faire, il faut un esprit constructif, qui ne fait pas défaut du côté serbe, et un appui sincère des acteurs internationaux. Je souligne que la Serbie a toujours été, et reste, profondément engagée à trouver une solution durable par des moyens pacifiques, dans l'intérêt de la paix, de la stabilité et d'un avenir commun.

Le Président : Je donne maintenant la parole à M^{me} Gërvalla-Schwarz.

M^{me} Gërvalla-Schwarz : Je vous remercie, Monsieur le Président, de votre invitation.

(l'oratrice poursuit en anglais)

En tant que Ministre des affaires étrangères de la République du Kosovo, j'apprécie l'occasion qui m'est donnée de présenter une fois de plus la situation actuelle dans notre région et les possibilités qui s'offrent à nous, ainsi que les défis auxquels la région est confrontée.

La République du Kosovo est la plus jeune démocratie et le pays avec la population la plus jeune en Europe. Malgré toutes les difficultés, notre pays est sur

la bonne voie. L'année dernière, le Kosovo a enregistré une croissance économique de plus de 10% ainsi qu'une augmentation record des investissements étrangers directs et des recettes fiscales, ce qui a permis à notre gouvernement de mettre en place des programmes de croissance économique, d'investir dans des domaines essentiels et d'aider les personnes dans le besoin.

Cette année encore, nous avons connu une croissance satisfaisante, jusqu'à ce que l'agression russe contre l'Ukraine provoque des perturbations et une crise énergétique et alimentaire pour beaucoup en Europe et au-delà. Mais nous sommes convaincus que nous relèverons également ces défis, en collaboration avec les peuples les plus optimistes et les plus résilients de la région.

Notre lutte acharnée pour l'état de droit a été reconnue, et le Kosovo a gagné 17 places dans le classement de Transparency International. Le World Justice Project a classé le Kosovo au premier rang dans les Balkans occidentaux en ce qui concerne l'état de droit.

Le Kosovo a fait des progrès considérables en matière de relations internationales. Nous avons notamment signé plus d'une douzaine d'accords importants avec des pays voisins et d'autres pays. Nous avons des raisons d'être optimistes et pensons que le Kosovo est sur la bonne voie pour devenir le prochain membre du Conseil de l'Europe, ce qui renforcera encore l'état de droit dans notre pays. Encouragé par la réaction très positive de nombreux pays de l'Union européenne, le Kosovo va présenter une demande d'adhésion à l'Union cette année. Nous aspirons également à devenir membre de l'OTAN dès que possible.

Après ce bref aperçu, je dois aborder certaines menaces sérieuses qui pèsent sur la stabilité et la paix dans notre région. La menace la plus imminente est celle d'une escalade que fait peser le Président serbe, M. Vučić, sur notre République pour la fin du mois d'octobre. À la fin de ce mois, la période de transition pour le remplacement des plaques d'immatriculation illégales par des plaques légales prendra fin. Quarante-vingt-dix pour cent des propriétaires de véhicules concernés ont déjà remplacé leurs plaques d'immatriculation illégales par des plaques légales. Il reste une minorité d'environ 10%, qui a encore deux semaines pour le faire. C'est très simple : ceux qui possèdent une voiture doivent avoir une assurance et une plaque d'immatriculation légale. Sinon, le véhicule n'est pas autorisé à circuler sur les voies publiques ou privées.

Les extrémistes serbes poursuivent et intimident avec brutalité leurs concitoyens respectueux de la loi, allant jusqu'à brûler les voitures des citoyens serbes du Kosovo qui ont déjà changé leurs plaques d'immatriculation. C'est une énorme erreur de la part de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo que d'occulter ces faits, car ce faisant, elle ne défend pas les citoyens face à ces extrémistes. La question des plaques d'immatriculation relève des réglementations techniques et ne devrait en aucun cas faire l'objet d'une quelconque interférence étrangère des pays voisins. Nous demandons instamment au Conseil de sécurité et à la communauté internationale d'exhorter la Serbie à mettre un terme à sa démarche dangereuse consistant à tenter à nouveau de provoquer des perturbations et des violences à la fin du mois.

Nous remercions la Force internationale de sécurité au Kosovo (KFOR), l'OTAN, les États-Unis d'Amérique et d'autres alliés qui sont prêts à aider notre pays à atténuer les tensions provoquées par les extrémistes serbes et M. Vučić, comme ils l'ont fait en 2021 et à nouveau en 2022. C'est le Secrétaire général de l'OTAN, M. Stoltenberg, qui a empêché M. Vučić d'aggraver encore la situation en précisant que « si la stabilité devait être compromise, la KFOR se tient prête à intervenir ». Les courageux policiers et membres des forces de l'ordre du Kosovo, avec l'aide de la KFOR, ont su bien gérer la crise.

Les décisions de notre gouvernement se font attendre depuis longtemps. En 2011 déjà, à Bruxelles, la Serbie avait donné son accord sur la liberté de circulation. Mais pendant 10 ans encore, la Serbie a violé ses engagements, comme elle l'a toujours fait. Lorsque notre gouvernement a demandé à la Serbie de cesser enfin d'entraver notre liberté de circulation, M. Vučić a refusé, ce qui nous a contraints à décréter la réciprocité sur la question des plaques d'immatriculation. La réciprocité n'est pas une agression. C'est une meilleure pratique internationale, comme chacun le sait dans cette salle.

La question des cartes d'identité montre la façon dont M. Vučić peut être incité à adopter une approche différente. Là encore, la Serbie avait accepté, en 2011, la liberté de circulation et, comme toujours, elle a violé cet accord pendant plus de 10 ans.

Lorsque le Kosovo a annoncé qu'il adopterait également des mesures de réciprocité en ce qui concerne les cartes d'identité, M. Vučić nous a de nouveau menacés de violence, ce qui a conduit l'OTAN et l'Union

européenne à intervenir pour prévenir toute violence. Après plus de 10 ans, les citoyens du Kosovo peuvent donc enfin se rendre en Serbie avec leur carte d'identité, comme ils le font lorsqu'ils voyagent dans les pays voisins, tels que l'Albanie, la Macédoine du Nord et le Monténégro.

La menace pour la stabilité et la paix est venue d'une seule partie, on ne saurait mettre les deux camps sur le même plan ici, et cette partie, c'est Belgrade. Le Kosovo n'a provoqué ni menacé personne. Le Kosovo a seulement insisté pour que la Serbie, après plus de 10 ans, s'en tienne légitimement à un accord qu'elle avait signé.

Pour comprendre les menaces actuelles et futures, il faut connaître le contexte. Pourquoi Vučić parle-t-il de guerre ? D'où cela vient-il ? L'un de mes collègues européens a été très surpris lorsqu'il a appris récemment que M. Vučić avait été le Ministre de la propagande de l'ancien Président serbe et criminel de guerre, Slobodan Milošević, et ce, pendant le génocide serbe au Kosovo, et que M. Vučić n'a jamais présenté d'excuses pour cela, préférant continuer à célébrer les criminels de guerre comme des héros.

Par ailleurs, M. Vučić est tristement célèbre pour ses déclarations sur le génocide serbe en Bosnie. En 1995, lorsque des milliers de civils à Srebrenica ont subi les tirs et les pilonnages de l'armée serbe, l'ONU a envisagé d'envoyer une défense militaire pour protéger ces civils innocents. C'est alors que M. Vučić a déclaré au Parlement serbe :

« Pour chaque Serbe tué, nous tuons 100 musulmans ».

Cette « suprématie serbe » est une menace contre la paix. M. Vučić fait la promotion de l'idéologie raciste du « monde serbe ». Il en a même fait une doctrine officielle du Gouvernement. Cette idéologie est une version recyclée de celle de la « Grande Serbie », qui était le socle idéologique des guerres que la Serbie de Milošević a menées contre quatre pays dans les années 90, ainsi que du génocide qu'elle a commis. Les fantômes du passé refont surface.

La société civile et les organisations non gouvernementales (ONG) de Serbie mettent en garde la communauté internationale contre le fait que l'idéologie du « monde serbe » pourrait conduire à un nouveau conflit et à une nouvelle guerre dans les Balkans. Nous voyons aujourd'hui avec la Russie, qui a misé sur l'idéologie de ce que l'on appelle le « monde russe », ce à quoi peut aboutir une idéologie aussi agressive.

Le nationalisme agressif en Serbie est en gestation depuis de nombreuses années. Plus de 10 ans de campagnes nationalistes et racistes incessantes menées par Vučić et d'autres ont enhardi les partisans de la suprématie serbe. C'est ainsi que la Serbie, avec l'appui de la Russie impériale, est redevenue une menace. Vučić se prépare à l'agression, militairement et idéologiquement, tout comme Poutine l'a fait. Je demande instamment au Conseil de sécurité de voir ce parallèle et de prendre des mesures énergiques à cet égard.

Conformément à ce programme nationaliste, M. Vučić, ainsi que, comme nous l'avons entendu, son ministre des affaires étrangères, ne cesse d'affirmer que les Serbes sont menacés. Il n'hésite même pas à mentir ouvertement, comme lorsqu'il prétend que les citoyens serbes du Kosovo seraient victimes de pogroms.

Le monde sait qui est l'auteur du génocide qui a été commis dans notre région. Milošević s'est engagé sur cette voie. À l'époque, l'ONU n'a pas prêté attention à la propagande haineuse de Milošević, qui se préparait depuis des années à déclencher la première guerre catastrophique en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Non seulement M. Vučić a intensifié ses discours agressifs en Serbie, mais il procède également, de façon systématique, au plus grand accroissement de sa puissance militaire depuis la fin de la Yougoslavie en 1991. De seulement 10 exercices militaires menés avec la Russie en 2012, lorsque Vučić est arrivé au pouvoir, la Serbie a participé à quelque 100 exercices militaires conjoints avec la Russie pour la seule année 2021. Du personnel militaire russe travaille même directement au sein du Ministère serbe de la défense. Avec l'appui de la Russie et sur ses instructions, la Serbie est devenue la menace la plus dangereuse pour la sécurité européenne, après la Russie elle-même.

Tout récemment, une quarantaine de membres du Parlement serbe ont signé un amendement qui appelle à la « réintégration » du Kosovo dans la Serbie. Cela ressemble dangereusement au concept russe de réintégration de l'Ukraine dans la Russie. Une ONG serbe a critiqué ce document, le qualifiant de « recette de guerre ». L'ancien Ministre serbe des affaires étrangères et ancien Président de l'Assemblée générale, M. Vuk Jeremić, qui était, il y a des années, considéré comme un responsable politique moderne et modéré, est un éminent partisan de cette proposition.

La mesure la plus récente est l'alignement de la politique étrangère de la Serbie sur celle de la Russie. La Serbie a opéré ce virage depuis l'invasion totale de l'Ukraine par la Russie, au moment même où celle-ci commet les pires atrocités imaginables. Lorsque nous étions tous réunis à New York il y a quelques semaines seulement, à l'occasion de la semaine de haut niveau à l'Assemblée générale, nous avons vu le Président ukrainien, M. Zelenskyy, être ovationné pour la déclaration percutante qu'il a prononcée à l'ONU et pour avoir défendu les principes fondamentaux de l'ONU contre un agresseur maléfique (voir A/77/PV.7).

Au même moment, ici à New York, la Serbie signait un accord visant à aligner sa politique étrangère avec le pays qui est précisément l'agresseur dans cette guerre, à savoir la Russie. M. Selaković, qui est assis dans cette salle aujourd'hui, était le signataire pour la Serbie. En plus d'être tout simplement scandaleux, c'est aussi une honte pour la Serbie. Personne dans cette salle ne peut imaginer que M. Poutine consulte son suppléant, M. Vučić, au sujet des décisions de politique étrangère de la Russie ; c'est plutôt l'inverse. Cet accord constitue la soumission de facto de la Serbie au régime du Kremlin, ce qui a en soi d'énormes répercussions. La politique étrangère serbe étant dominée par la Russie, l'Union européenne, l'OTAN et le Kosovo devront tenir compte du fait qu'aucune grande décision de politique étrangère n'est prise par Belgrade sans avoir demandé la permission de Big Brother à Moscou. La Serbie s'est d'elle-même assujettie à la Russie. Nous, les Occidentaux, devons nous reposer la question de savoir ce que cela signifie pour tous les domaines de la politique étrangère.

Heureusement, la situation dans les Balkans et au Kosovo est différente de celle des années 90. Nous sommes mieux protégés contre un voisin agressif. Au Kosovo, nous nous sentons menacés, mais en sécurité. Le récent déploiement de contingents américains supplémentaires au Kosovo a représenté une étape importante vers le renforcement de la paix et de la stabilité dans la région. D'après les entretiens que j'ai eus, je sais que ce n'est pas seulement le Kosovo, mais aussi nos voisins, qui sont très soulagés et reconnaissants à l'OTAN et aux États-Unis pour cet important engagement. En position de force, nous pouvons discuter et tenter de régler les problèmes et de réduire les tensions.

Il y a quelques jours, lorsque le Chef de l'Église orthodoxe serbe a demandé à se rendre dans notre pays et à rencontrer les fidèles, en ma qualité de Ministre

des affaires étrangères, je lui en ai donné l'autorisation. C'est tout simplement un autre fait qui montre que nous ne voulons pas attiser les tensions, mais que nous souhaitons avoir des échanges normaux, et que nous respectons les fidèles de toutes les religions dans notre pays.

Nous avons autorisé cette visite malgré le rôle de premier plan joué par l'Église orthodoxe serbe, puissante sur le plan politique, dans la création de l'idéologie de la suprématie serbe, ses activités constantes, son rôle dans la déstabilisation des pays voisins et sa culpabilité historique dans la justification et la glorification des campagnes brutales et du génocide contre les voisins de la Serbie, notamment la République du Kosovo. Nous avons accordé cette autorisation dans l'espoir qu'un jour, pourrait s'ouvrir le dialogue difficile mais nécessaire, afin de régler les problèmes graves qui constituent la pomme de discorde entre les victimes de la violence et du génocide et l'Église orthodoxe serbe. Il n'y a pas de moyen aisé de réexaminer les responsabilités des événements passés, mais nous avons tous l'obligation de chercher une voie pour la vérité et la réconciliation, dans la mesure du possible.

Lorsque nous parlons de dialogue, nous parlons d'un dialogue véritable. Un dialogue doit avoir un objectif. Cet objectif ne peut pas être creux. C'est le Kosovo qui a permis de relancer le dialogue après des années d'interruption. C'est le Kosovo qui a proposé une série de mesures concrètes pour régler les questions d'intérêt commun. Le Kosovo appelle de ses vœux un dialogue véritable. Toutefois, pour avoir un dialogue véritable, nous devons faire de la question principale une priorité : la reconnaissance mutuelle. Tout le monde sait déjà que l'indépendance du Kosovo est une affaire réglée. La Serbie doit enfin accepter cette réalité. Elle doit reconnaître le Kosovo, comme la plupart des voisins de la Serbie et tant d'autres l'ont déjà fait.

C'est une question de reconnaissance mutuelle. C'est ce qu'a déclaré le Président Biden. C'est ce que déclarent le Chancelier Scholz et d'autres dirigeants européens. Nous devons parler de cette réalité. Le Kosovo est prêt et disposé à engager un dialogue véritable.

Le Kosovo est un pays petit, mais très spécial. Nous parlons à partir d'une position de modestie et de force. Nous sommes un pays véritablement européen, avec des personnes d'origines diverses et une tolérance et une fierté à toute épreuve. Le Kosovo est un pays qui est littéralement né d'un génocide. La Serbie et Milošević, ainsi que M. Vučić et d'autres collaborateurs, voulaient

nous rayer de la carte. Grâce à nos courageux défenseurs, l'Armée de libération du Kosovo, et avec l'aide de l'OTAN, qui est venue à notre secours, et à l'héroïsme des femmes, des enfants et des personnes âgées en ces temps sombres, nous avons survécu.

Nous avons vu comment ils ont protégé leurs enfants, leurs familles et leurs proches, lorsque les forces serbes brutales ont brûlé nos villages, violé nos femmes et torturé et tué nos jeunes hommes. Nous avons vu comment ils ont conservé leur dignité lorsqu'ils ont été contraints de fuir dans les montagnes pour survivre. Nous avons vu comment ils n'ont jamais baissé les bras lorsqu'ils ont été expulsés et forcés de quitter leur pays, par centaines de milliers, et contraints de vivre dans des tentes. C'est cet esprit qui a rendu ce miracle possible : après la libération du Kosovo, nos citoyens n'ont pas attendu, mais ils sont rentrés chez eux en masse, ont cherché les survivants, ont commencé à reconstruire leurs maisons et leurs biens et ont recommencé leur vie. C'est un miracle, une victoire miraculeuse, d'humanité et de civilisation sur la cruauté et la barbarie.

Ce miracle se poursuit, et nous ferons en sorte que notre peuple soit fier et que notre pays rayonne. Il n'y a pas d'autre pays plus proche de l'Union européenne ou plus proche de l'OTAN que le Kosovo. Entre 88 % et 92 % de nos citoyens sont favorables à l'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN. Oui, nous savons qu'il reste beaucoup à faire – nous sommes loin d'être parfaits = si nous voulons atteindre nos objectifs. Cependant, nous avons prouvé que nous en sommes capables. Nous avons surmonté les difficultés plus graves et n'avons jamais perdu la foi. Notre peuple est un exemple pour le monde.

Exemple de résilience, de dignité et d'ouverture, le Kosovo est un endroit formidable et un atout pour l'Europe et le monde. Nous sommes ravis et fiers d'avoir de nombreux amis partout dans le monde. C'est pourquoi notre peuple envisage l'avenir, plein d'optimisme et d'espoir. Dans cet esprit, nous sommes disposés à collaborer avec nos amis, et même nos ennemis, afin de rendre le monde meilleur.

Le Président : Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M^{me} Heimerback (Norvège) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Ziadeh, de son exposé et de son leadership dans l'exécution du mandat de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK). Je

remercie également le Secrétaire général de son rapport (S/2022/739).

La Norvège soutient le Kosovo et les autres pays des Balkans occidentaux dans leurs ambitions euro-atlantiques. Cependant, nous constatons avec préoccupation que dans son rapport, le Secrétaire général décrit une surenchère verbale entre Belgrade et Pristina et l'escalade de tensions sur le terrain, qui ont eu des répercussions sur la normalisation des relations.

Nous encourageons les parties à renforcer leur dialogue et à collaborer de manière constructive, sur la base de l'Accord de Bruxelles. À cet égard, nous nous félicitons de l'adoption en juin du plan d'étapes sur l'énergie arrêté d'un commun accord avec la Serbie et de l'accord sur les cartes d'identité, conclu en août, dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne. Ce dernier a permis d'améliorer la libre circulation entre le Kosovo et la Serbie et, espérons-le, de régler les problèmes qui avaient créé des tensions considérables.

Dans le même esprit, nous espérons que les parties intensifieront le dialogue pour trouver une solution permanente au problème des plaques d'immatriculation. Toutefois, nous regrettons vivement l'augmentation des tensions dans le nord du Kosovo, avant l'accord sur les cartes d'identité, et nous appelons les parties à s'abstenir de tout acte unilatéral susceptible de provoquer de nouvelles tensions dans la région.

Nous sommes également déçus du manque constant de coopération au sein du Groupe de travail Belgrade-Pristina sur les personnes portées disparues. Il est nécessaire de faire des progrès s'agissant de déterminer le sort des personnes disparues lors des événements survenus au Kosovo de 1998 à 2000, notamment dans le cadre des efforts de réconciliation.

Je voudrais évoquer un autre sujet qui requiert de l'attention. Les auteurs des violences sexuelles liées au conflit doivent répondre de leurs actes. Il est essentiel de renforcer l'application du principe de responsabilité afin de favoriser la réconciliation et la consolidation de la paix au Kosovo. Nous saluons le travail accompli jusqu'à présent par la commission gouvernementale du Kosovo chargée de vérifier et de reconnaître le statut de personne rescapée de violences sexuelles liées au conflit. Nous félicitons la MINUK de son appui à ce processus. Il s'agit d'une avancée importante pour l'état de droit et pour mettre fin à la discrimination et à l'impunité.

De même, nous prenons note avec satisfaction de l'adoption récente par le gouvernement d'une législation

plus stricte concernant le viol, les agressions sexuelles et la violence domestique. Nous attendons avec intérêt de nouveaux points sur la mise en œuvre de la stratégie quinquennale de protection contre la violence domestique et la violence à l'égard des femmes.

Enfin, je tiens à souligner que la pleine intégration dans les structures euro-atlantiques ne sera possible ni pour le Kosovo ni pour la Serbie en l'absence d'un accord global sur la normalisation complète de leurs relations. Dans l'ensemble, les progrès réalisés dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne demeurent lents. Le Kosovo et la Serbie doivent redoubler d'efforts pour améliorer leurs relations, être plus pragmatiques et s'abstenir d'actes et de discours susceptibles de faire reculer le dialogue ou d'accroître les tensions pouvant entraîner des incidents.

Le statu quo actuel ne peut être une option, et nous exhortons tous les acteurs à s'engager pleinement. Il n'y a pas d'autre option au processus, au dialogue ou au compromis dirigé par l'Union européenne. La Norvège continuera de contribuer à ce processus de normalisation.

M. Gallagher (Irlande) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général de son exposé d'aujourd'hui. Je salue la présence de la représentante du Kosovo et du représentant de la Serbie dans la salle.

Pour commencer, je me félicite de l'accord du 27 août sur la libre circulation conclu entre le Kosovo et la Serbie, suite à des débats de haut niveau à Bruxelles. Cet accord est un pas dans la bonne direction et donnera des résultats concrets pour les citoyens. Il est la preuve que des solutions acceptables et pragmatiques sont possibles quand les dirigeants prennent part de manière ouverte et constructive au dialogue entre Belgrade et Pristina. Ce dialogue facilité par l'Union européenne, mandaté par l'ONU, est le canal par lequel les problèmes et les tensions entre le Kosovo et la Serbie peuvent et doivent trouver remède. Nous encourageons les deux camps à poursuivre leurs échanges afin de régler toutes les questions en suspens, y compris celle des plaques d'immatriculation, ainsi qu'à préserver l'intégrité du dialogue en respectant et appliquant les accords passés.

Les deux camps ont la responsabilité de s'abstenir des discours et des actions propres à semer la division. Les événements du 31 juillet dans le nord du Kosovo et les tensions accrues entre Belgrade et Pristina tout au long de la période considérée nous rappellent que les

avancées âprement obtenues peuvent être vite annulées. Bien que le calme se maintienne, on ne saurait trop insister sur l'importance de la retenue et de la préférence donnée au dialogue pour régler les désaccords.

Dans le contexte actuel, marqué par des défis mondiaux multiples et croisés, la nécessité de trouver des modes concrets de coopération économique entre Belgrade, Pristina et les autres pays de la région se fait encore plus urgente. À cet égard, l'Irlande reste convaincue qu'un accord de normalisation global, final et juridiquement contraignant est essentiel pour les visées européennes tant de la Serbie que du Kosovo, et pour assurer une stabilité et une prospérité plus larges dans les Balkans occidentaux.

Dans mon pays, nous savons d'expérience qu'il n'est pas possible d'instaurer une paix durable sans bâtir une société plus égale et inclusive. La paix ne peut tenir et les processus politiques ne peuvent réussir quand les femmes ne sont pas totalement intégrées, qu'elles n'ont pas leur place à la table, et quand les voix des jeunes et de la société civile ne sont pas entendues. L'Irlande se félicite de l'engagement du Kosovo en faveur de l'égalité des genres, et nous apprécions à sa juste valeur le travail accompli par la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) pour faire progresser le programme pour les femmes et la paix et la sécurité et le programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité. D'ailleurs, nous remercions la Représentante spéciale du Secrétaire général des informations actualisées qu'elle nous a communiquées aujourd'hui sur ce travail. Bien que des mesures aient été prises pour prévenir et combattre la violence sexuelle et fondée sur le genre contre les femmes et les filles, nous estimons, avec le Secrétaire général, qu'il faut faire davantage pour assurer efficacement protection et appui aux victimes et aux personnes rescapées de la violence sexuelle et fondée sur le genre.

Nous savons que le peuple du Kosovo aspire à rejoindre l'Union européenne, et nous nous félicitons que le gouvernement du Kosovo avance dans son programme de réforme en vue de l'intégration européenne. Nous profitons de l'occasion pour nous faire l'écho du rapport de la Commission européenne sur son module d'élargissement 2022 concernant le Kosovo et encourageons le Kosovo à continuer sa marche vers l'Union européenne et à intensifier ses efforts visant à renforcer la démocratie, l'administration publique et l'état de droit. Dans ce contexte, je tiens également à souligner l'appui non démenti de l'Irlande aux Chambres spécialisées

du Kosovo. La lutte contre l'impunité pour les crimes passés est indispensable pour empêcher de futures violations. Il est capital que les autorités du Kosovo tiennent leurs engagements à l'égard des Chambres spécialisées. L'Irlande maintiendra aussi son appui à la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo.

L'ONU a prouvé qu'elle était un partenaire de confiance pour toutes les communautés au Kosovo. La MINUK joue un rôle important en rassemblant les gens, en encourageant la coopération interethnique et en aidant les populations vulnérables et marginalisées. Nous apprécions particulièrement le travail de la MINUK sur les personnes disparues et celui du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés sur le retour des déplacés. Les progrès sur ces deux questions font partie intégrante du processus de réconciliation et peuvent contribuer à améliorer la confiance entre le Kosovo et la Serbie. Nous savons, là encore du fait de notre expérience nationale, que la paix est un processus, et non un moment. Il faut du courage pour dépasser le conflit et les divisions qu'il a créées, mais ce sont des étapes qu'il faut franchir et qui valent le coup d'être franchies.

M. Eckersley (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Nous remercions la Représentante spéciale Ziadeh de son exposé utile. Par ailleurs, nous souhaitons la bienvenue au Conseil de sécurité aux représentants de la Serbie et du Kosovo.

Le Royaume-Uni se félicite des progrès que le gouvernement du Kosovo continue de faire sur un certain nombre de questions importantes, notamment son engagement persistant à réformer, en particulier par l'intermédiaire de son travail essentiel sur l'état de droit et la lutte contre la criminalité organisée et la corruption ; ses efforts pour améliorer le soutien aux victimes de violences sexuelles et fondées sur le genre, ainsi que l'intégration de la Convention d'Istanbul dans la Constitution nationale ; son action en matière de justice transitionnelle, particulièrement pour les personnes rescapées de la violence sexuelle liée aux conflits, de même que le travail de la commission gouvernementale sur les personnes disparues.

De récents rapports de l'Union européenne et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe font également ressortir des progrès notables sur l'antiterrorisme, la réforme de l'administration publique, l'état de droit, la lutte contre la corruption et la criminalité organisée, et la protection des droits humains et fondamentaux. Nous nous félicitons des échanges accrus du gouvernement avec les communautés minoritaires.

Le dialogue entre communautés est crucial pour la stabilité du Kosovo en tant qu'État pluriethnique, et nous encourageons le gouvernement du Kosovo à poursuivre sur cette voie. En particulier, il nous semble souhaitable de tendre davantage la main aux dirigeants et représentants des Serbes du Kosovo pour régler les questions en suspens.

La normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie demeure vitale. Nous réaffirmons notre plein appui au dialogue facilité par l'Union européenne entre la Serbie et le Kosovo. Le moment est venu pour les deux parties de dialoguer de bonne foi, d'honorer les engagements issus de leur dialogue et d'éviter les actions et les discours susceptibles de réduire les chances d'arriver à un accord de normalisation global et durable qui profite à la population des deux pays.

Les progrès mentionnés dans le rapport du Secrétaire général (S/2022/739), par exemple, sur l'adoption d'un plan d'étapes pour les accords sur l'énergie, sont encourageants. Toutefois, nous nous sommes inquiétés de voir monter les tensions, le 31 juillet, à propos de l'application des décisions gouvernementales concernant les plaques d'immatriculation des voitures et les documents d'identité. Pareilles décisions ne doivent pas servir d'excuse pour des blocages ou de la violence. Nous nous félicitons donc du règlement du désaccord sur les documents d'identité, facilité grâce aux efforts déterminés du Représentant spécial de l'Union européenne et des partenaires internationaux. C'est un exemple clair de ce qui peut être accompli quand les deux parties abordent le processus avec pragmatisme.

Enfin, la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) a joué un rôle crucial dans les progrès incroyables que le Kosovo a enregistrés depuis l'adoption de la résolution 1244 (1999). Les conditions sur le terrain n'ont bien entendu plus rien à voir avec ce qu'elles étaient en 1999, et le moment serait opportun d'entreprendre un examen approfondi de la forme et du rôle de la MINUK, ainsi que des processus du Conseil qui l'entourent. En attendant, le Royaume-Uni réitère ses remerciements à la Représentante spéciale et à la Mission pour tout leur travail et le professionnalisme avec lequel elles s'acquittent de leur mandat.

M. Abushahab (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Je remercie la Représentante spéciale, M^{me} Ziadeh, de son exposé utile au Conseil de sécurité et de ses efforts inlassables aux côtés de l'équipe de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies

au Kosovo. Je me réjouis également de la participation des représentants de la Serbie et du Kosovo à la séance de ce jour.

Les Émirats arabes unis soulignent qu'il importe d'intensifier les efforts visant à encourager le dialogue et empêcher l'exacerbation des désaccords entre les communautés du Kosovo, ainsi qu'entre le Kosovo et la Serbie, notamment vu la situation turbulente qui règne actuellement en Europe.

S'agissant des relations entre le Kosovo et la Serbie, nous constatons des tendances positives, et nous les encourageons tous deux à en tirer profit afin d'améliorer durablement leurs relations en poursuivant leur dialogue facilité par l'Union européenne tout en s'abstenant de prendre toute mesure unilatérale qui puisse entraîner de nouvelles tensions. Nous comptons également sur eux pour faire preuve de souplesse sur la voie du retour à la table des négociations afin d'arriver à une solution globale. Nous saluons les efforts déployés par les deux parties pour régler certaines questions en suspens et garantir la liberté de circulation des citoyens entre le Kosovo et la Serbie, grâce à des cartes d'identité délivrées par Belgrade ou Pristina.

Quant à l'évolution de la situation à l'intérieur du Kosovo, nous insistons sur la nécessité de continuer à œuvrer pour réduire les tensions dans le nord du pays afin d'y prévenir toute escalade. À cet égard, nous saluons les efforts en cours pour renforcer les valeurs de tolérance et de coexistence pacifique parmi toutes les composantes de la société du Kosovo. Ces efforts revêtent une importance particulière au regard des incidents alarmants survenus récemment, notamment la profanation de sites religieux et de cimetières et la diffusion de discours extrémistes et haineux sur les médias sociaux. Dans ce contexte, nous réaffirmons une nouvelle fois notre appui aux efforts déployés par la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, ainsi qu'à son rôle efficace dans la promotion des valeurs de tolérance et de coexistence pacifique, notamment en mettant l'accent sur les jeunes, dirigeants de demain, qui jouent un rôle crucial dans la prévention et le règlement des conflits. Parmi ces initiatives, citons la conception de programmes à l'intention des jeunes issus de toutes les composantes de la société kosovare, qui leur permettent d'exprimer leurs vues et leurs préoccupations et qui les sensibilisent à toutes les facettes de la société, ainsi qu'à l'importance de renforcer la communication avec ces dernières, ce qui contribuera à rehausser la cohésion sociale au Kosovo. En outre, le

rôle des organisations régionales et des institutions de la société civile dans ce domaine a eu des répercussions positives au Kosovo, aussi exhortons-nous à poursuivre tous les efforts déployés pour resserrer le tissu social.

Les Émirats arabes unis soulignent qu'il importe de promouvoir une participation pleine, égale et véritable des femmes à tous les dialogues entamés pour régler les désaccords entre les communautés du Kosovo, et à tous les pourparlers entre la Serbie et le Kosovo. Nous renvoyons tout particulièrement aux recommandations issues de la neuvième Journée portes ouvertes sur les femmes et la paix et la sécurité au Kosovo, s'agissant notamment d'appuyer le rôle des femmes dans l'édification d'une paix durable et de créer un environnement sûr et sans exclusive permettant la participation des femmes aux institutions de l'État. Le fait que la Présidente Osmani-Sadriu a pris part à cette journée reflète tout l'intérêt que le gouvernement accorde aux questions relatives aux femmes. Nous saluons également les progrès réalisés en matière d'autonomisation des femmes au Kosovo, dont le taux de représentation des femmes au Parlement, par exemple, atteint 36 %, et nous espérons que ces réalisations ne sont qu'un début.

Pour terminer, mon pays souligne qu'il importe de promouvoir un dialogue constructif entre le Kosovo et la Serbie. C'est la seule manière de régler toutes les questions en suspens et d'instaurer la sécurité et la stabilité, pour les deux pays et pour la région tout entière.

M. Ochoa Martínez (Mexique) (*parle en espagnol*) : Nous remercions la Représentante spéciale Ziadeh de son exposé et saluons la présence du Ministre des affaires étrangères, M. Selaković. Nous avons pris note de la déclaration de M^{me} Gërvalla-Schwarz.

Le Mexique regrette l'absence de progrès concrets dans la normalisation du dialogue politique entre Belgrade et Pristina, due entre autres aux tensions découlant des désaccords sur la liberté de circulation et l'organisation du vote dans la région du Kosovo dans le cadre des élections serbes. Nous sommes particulièrement préoccupés par les violences observées dans le nord de la région fin juillet, qui ont précisément été déclenchées par les restrictions de circulation, lesquelles ont également eu un effet négatif sur la mise en œuvre des accords conclus sur les questions énergétiques. Nous prenons acte des efforts déployés par l'Union européenne et les États-Unis, qui ont permis d'apaiser ces tensions. J'évoquerai brièvement les faits nouveaux concernant quatre questions que le Mexique considère prioritaires.

Premièrement, s'agissant de la question des minorités, comme le souligne le rapport du Secrétaire général (S/2022/739), les Roms, les Ashkali et les Égyptiens du Kosovo demeurent confrontés à des obstacles socioéconomiques de taille. Nous appelons à lutter contre les inégalités qui touchent ces communautés et à remédier aux questions qui les concernent spécifiquement, notamment en contribuant au fonds d'affectation spéciale des Nations Unies visant à renforcer l'appui fourni à ces communautés.

Deuxièmement, en ce qui concerne la violence sexuelle et fondée sur le genre, les autorités de la province doivent renforcer les mesures conçues pour éliminer ce fléau. Le viol présumé d'une mineure à Pristina le mois dernier suscite une grande consternation. Nous appelons les autorités à mener à bien les enquêtes diligentées sur cette affaire afin de traduire les responsables en justice, et à garantir protection et soutien aux victimes. La mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX) a constaté que, si les cas de violence sexuelle, en particulier ceux qui concernent des mineurs, sont généralement signalés, il est rare qu'ils donnent lieu à des réparations. Nous demandons instamment que soient appliquées les recommandations d'EULEX sur la prise en charge des cas de violence sexuelle, conformément aux exigences de la Convention d'Istanbul.

Troisièmement, s'agissant du patrimoine culturel, nous appelons les autorités de Pristina à mobiliser les ressources nécessaires à la préservation des monuments médiévaux du Kosovo, notamment le monastère de Visoki Dečani, inscrit par l'UNESCO sur sa liste des sites menacés du patrimoine. Nous invitons à prendre d'urgence les mesures requises pour éviter la détérioration de ces sites et à mettre en œuvre les décisions relatives à leur protection et à leur préservation.

Quatrièmement, en ce qui concerne les personnes disparues, nous regrettons que le Groupe de travail Belgrade-Pristina sur les personnes portées disparues à la suite des événements survenus au Kosovo ne se soit pas réuni depuis un an et demi. Nous exhortons les parties à reprendre leurs travaux sur cette question, car cela permettra d'avancer vers la réconciliation des communautés.

Je conclurai en appelant les parties à éviter toute rhétorique susceptible d'attiser les tensions, et à engager un dialogue constructif afin que la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, à laquelle nous renouvelons notre appui, puisse continuer

d'exécuter son mandat, à savoir promouvoir la sécurité, la stabilité et les droits humains dans la région, en étroite coordination avec la Force internationale de sécurité au Kosovo, l'Union européenne et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Caroline Ziadeh, de son exposé sur la situation dans la province du Kosovo. Nous saluons la présence du Ministre des affaires étrangères de la Serbie, M. Nikola Selaković. Nous avons écouté les élucubrations de M^{me} Donika Gërvalla-Schwarz. Nous recommandons à M^{me} Gërvalla-Schwarz de ne pas se lancer dans des exégèses philosophiques ou dans une quelconque analyse culturelle ou géopolitique. Pour être franc, elle n'est pas très douée pour cela. Elle ferait mieux de se concentrer sur la situation au Kosovo, plutôt que de distraire le Conseil par des élucubrations abscones sur la situation internationale et la politique étrangère de la Serbie, qui, comme c'est le cas de presque tout aujourd'hui dans le monde, serait donc téléguidée depuis et par Moscou. Si nous apprécions cette évaluation flatteuse, je me permettrai toutefois d'en combler les lacunes et d'offrir un diagnostic réaliste de la situation au Kosovo, plutôt que son tableau idyllique.

Le Kosovo reste le principal foyer de tensions dans les Balkans, et il compromet les efforts déployés pour maintenir la paix et la stabilité dans la région. De surcroît, les conditions de sécurité dans la province ne cessent de se dégrader, ce qui exige une attention soutenue de la part de la communauté internationale et du Conseil de sécurité. Le processus de violation systématique des droits de la population serbe a commencé en 1999 et, depuis tout ce temps, nous sommes en définitive face à une épuration ethnique insidieuse. Au bout de plus de 20 ans, le nombre de Serbes au sud de l'Ibar a considérablement diminué, pour ne laisser que de petites enclaves serbes qui n'ont pas la capacité de faire valoir leurs droits. À titre d'exemple, quelque 40 000 Serbes vivaient à Pristina avant le conflit, or aujourd'hui, ils sont à peine une centaine. La seule région où les Serbes sont encore majoritaires est le nord du Kosovo. Toutefois, les autorités de Pristina, sous la direction d'Albin Kurti, tentent de battre de nouveaux records en matière d'oppression des Serbes. De toute évidence, leur principal objectif est de créer des conditions de vie insupportables pour la population serbe autochtone. Les actes d'intimidation sont incessants dans les zones peuplées de Serbes, et le seuil du recours à la force contre les populations locales est continuellement abaissé.

Depuis le début de l'année, plus d'une centaine d'attaques contre des Serbes et leurs biens, des cimetières et des sites religieux ont été enregistrées au Kosovo, soit presque deux fois plus que l'année précédente. Les Albanais du Kosovo effectuent des patrouilles à proximité du réservoir d'eau de Gazivode, dans la zone adjacente à la Serbie centrale, ce qui constitue une mesure provocatrice qu'aucune raison objective ne justifie. Il est interdit aux Serbes d'utiliser des plaques d'immatriculation neutres sous peine de confiscation du véhicule en cas d'infraction. Cette décision prise par Pristina à la fin du mois de juillet a créé une situation explosive et a failli provoquer un bain de sang. La prochaine étape dangereuse est le 31 octobre, date à laquelle expirera le délai de remplacement des plaques d'immatriculation conformément aux nouvelles règles en vigueur.

Les problèmes liés à la restitution des biens immobiliers serbes qui ont été usurpés par les Albanais du Kosovo à leurs propriétaires légitimes n'ont pas été résolus. Depuis de nombreuses années, les droits de propriété relatifs aux terrains adjacents au monastère de Visoki Dečani, qui figure sur la Liste du patrimoine mondial en péril de l'UNESCO, sont violés avec un grand cynisme. Le rythme du retour des réfugiés non albanais dans la province est encore loin d'être satisfaisant, comme l'indique le rapport du Secrétaire général (S/2022/739). Les autorités locales ne font rien pour les protéger. Au contraire, on ne fait qu'encourager la haine envers les Serbes. Sous prétexte de sécurité, des bases de la police du Kosovo sont établies dans le nord de la province, souvent sur des territoires privés appartenant à des Serbes.

En 2013 déjà, lors de négociations menées sous les auspices de Bruxelles, un accord avait été conclu pour créer une communauté des municipalités serbes du Kosovo. Ce n'était pas un moyen idéal, mais c'était néanmoins un moyen acceptable, de garantir les droits des Serbes vivant au Kosovo. Cependant, Pristina a refusé de l'appliquer, déclarant que les Serbes sont prétendument la minorité nationale la plus protégée d'Europe.

En réalité, personne n'a jamais essayé de contraindre les autorités du Kosovo à appliquer l'accord, y compris l'Union européenne, qui a joué le rôle de médiateur. À ce stade, nous pouvons dire que ces efforts de médiation ont totalement échoué. L'incapacité de longue date de Bruxelles d'amener Pristina, sinon à mettre en œuvre les accords conclus, tout au moins à montrer qu'elle est capable de négocier, a voué tous les échanges à l'échec.

À la demande des États-Unis, la fameuse idée de reconnaissance mutuelle a été introduite dans le discours officiel de l'Union européenne, non seulement par de hauts responsables politiques européens, mais aussi au moyen d'une autre résolution adoptée par le Parlement européen sur le Kosovo. Il s'agit aussi d'un exemple flagrant de la révision de la position de neutralité de Bruxelles.

Dans le même temps, le processus de création de la soi-disant « armée » du Kosovo se poursuit, en violation de la résolution 1244 (1999). Nous constatons également que les principaux acteurs de l'OTAN sont fortement impliqués dans ce processus. Londres est à l'avant-garde, et participe activement à la formation du personnel.

Pristina continue d'exiger une nouvelle assistance militaire de la part de l'Occident. Elle souhaite qu'une autre base américaine soit déployée dans la province, afin de recevoir des systèmes de combat radio-électroniques et des systèmes d'artillerie d'une portée de plus de 10 kilomètres. Le budget militaire du Kosovo a atteint un niveau record. Cette année, il a dépassé les 100 millions d'euros, ce qui trahit les intentions d'Albin Kurti, qui sont loin d'être pacifiques. On cherche à entraîner l'Albanie voisine dans ces manœuvres bellicistes. En août, ce pays a été invité à signer un traité de défense mutuelle avec le Kosovo.

Les pays occidentaux agissent comme si la résolution 1244 (1999) n'existait pas. Ils ne cessent d'inventer d'autres options pour le règlement, qui sont favorables à Pristina. Un exemple flagrant de ce nihilisme juridique est un projet franco-allemand proposé en septembre, pour contraindre Belgrade à accepter le statut d'État du Kosovo. Et ce n'est pas le seul cas de ce genre survenu récemment. Les efforts de Washington et de Bruxelles visent à forcer les Serbes à renoncer à leurs intérêts nationaux, à leur souveraineté et à leur intégrité territoriale. Pour atteindre cet objectif, ils ont recours à des menaces, au chantage et à des ultimatums.

Il y a plusieurs autres points sur lesquels nous voudrions attirer l'attention des membres du Conseil. Une opération de maintien de la paix des Nations Unies est déployée dans la province, sur la base de la résolution 1244 (1999) : la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK). Nous appuyons pleinement ses activités, car elle est la principale garante de la sécurité dans la province. Nous sommes également conscients des circonstances difficiles dans lesquelles elle doit opérer. Dans le même temps, nous attendons de

la MINUK des évaluations réalistes, et non neutres ou optimistes, de la situation dans la province.

En mai 2019, la police albanaise du Kosovo a fait usage de la force contre un membre du personnel de la MINUK, Mikhail Krasnoshchekov, un ressortissant russe qui a été violemment battu, et deux autres membres de la Mission. Les Albanais du Kosovo qui ont perpétré ce crime n'ont pas été punis. Qui plus est, cela s'est produit dans une province qui se targue de son attachement à l'état de droit.

Une autre violation flagrante des normes juridiques internationales a été commise le 31 décembre, lorsqu'un membre du personnel de la MINUK, M. Antonov, a été déclaré *persona non grata*.

En outre, les autorités du Kosovo ont pris un certain nombre de décisions visant à expulser effectivement le personnel du bureau de Pristina de l'ambassade de Russie en Serbie, ainsi que notre personnel à la MINUK et à la Mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe au Kosovo. Nous avons informé le Secrétaire général et la Représentante spéciale du Secrétaire général Ziadeh de cet abus d'autorité scandaleux. Nous espérons que les mesures prises par les autorités du Kosovo seront examinées.

Nous appelons la MINUK à ne pas fermer les yeux sur ces mesures scandaleuses et arbitraires et à en informer régulièrement le Conseil dans ses rapports. L'absence de réaction de la part du Secrétariat crée un sentiment de permissivité chez les autorités de facto.

Pour terminer, je tiens à souligner que la position russe sur le Kosovo demeure inchangée. Nous préconisons la recherche d'une solution viable et mutuellement acceptable entre Belgrade et Pristina sur la base de la résolution 1244 (1999), qui devra être conforme au droit international et approuvée par le Conseil de sécurité.

M. Wood (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale Ziadeh de son exposé. Je remercie aussi le Ministre des affaires étrangères **Selaković** et la Ministre des affaires étrangères Gërvalla-Schwarz de leur participation à la présente séance.

Je tiens tout d'abord à réaffirmer notre engagement à préserver la stabilité dans les Balkans occidentaux, en particulier en cette période de vives tensions en Europe causées par l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie. Les États-Unis continueront de travailler en étroite collaboration avec leurs partenaires européens

pour favoriser l'émergence de sociétés multiethniques pacifiques et prospères, ainsi que pour renforcer la démocratie et l'état de droit.

Les États-Unis réaffirment leur appui aux progrès accomplis par le Kosovo sur la voie de l'intégration européenne et euro-atlantique, ainsi qu'à la progression de tous les pays des Balkans occidentaux sur la voie européenne.

Un dialogue sérieux et urgent entre les parties, facilité par l'Union européenne, est indispensable pour parvenir à une normalisation complète des relations entre le Kosovo et la Serbie, axée sur la reconnaissance mutuelle. Je tiens à saluer la collaboration du Représentant spécial de l'Union européenne, M. Lajčák, avec les deux parties. Les États-Unis continueront de collaborer étroitement avec lui et nos partenaires européens pour promouvoir le dialogue.

Grâce au dialogue facilité par l'Union européenne, la Serbie et le Kosovo ont adopté une feuille de route sur l'énergie et réglé pacifiquement la question des documents de sortie et d'entrée à leurs frontières. Nous espérons qu'il sera également possible de parvenir à un consensus sur la délivrance et la reconnaissance des plaques d'immatriculation. De même, nous encourageons la mise en œuvre des mesures décrites dans la feuille de route sur l'énergie et le lancement de discussions sérieuses sur la création éventuelle de l'association des municipalités à majorité serbe.

Nous ne saurions trop insister sur la nécessité de préserver la stabilité dans les Balkans occidentaux. Le dialogue facilité par l'Union européenne en est un élément déterminant. Nous encourageons vivement la Serbie et le Kosovo à réduire les tensions en se concentrant sur les progrès réalisés dans le cadre du dialogue et en évitant tout discours incendiaire. Nous exhortons les deux parties à travailler avec les États-Unis et les partenaires européens pour mettre en œuvre la feuille de route adoptée concernant l'énergie et à prévenir les tensions liées aux plaques d'immatriculation.

Le dialogue facilité par l'Union européenne demeure le principal mécanisme pour régler les questions entre les deux voisins, ce qui a rendu le rôle de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) de plus en plus superflu dans la région.

Comme nous l'avons déjà dit à maintes reprises au Conseil, cela fait longtemps que la MINUK a rempli sa mission, telle qu'elle a été définie dans son mandat

initial. Ne nous méprenons pas : la MINUK a joué un rôle crucial et important pour maintenir la paix par le passé. Cependant, le Kosovo, avec le concours de ses partenaires européens, a mis en place et renforcé ses institutions, qui assument une grande partie des responsabilités qui relevaient autrefois de la compétence de la MINUK. Ces séances d'information ne doivent plus avoir lieu tous les six mois, mais seulement une fois par an.

Nous sommes déçus que le Conseil n'ait pas pris de mesures en vue du retrait de la MINUK, notamment en élaborant une stratégie de sortie de la Mission. Le Conseil a des priorités bien plus urgentes à traiter, et ses ressources sont limitées. Nous exhortons le Conseil à prendre des mesures qui permettront à l'Organisation des Nations Unies de jouer un rôle plus productif et plus utile au Kosovo et qui favoriseront la normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie, contribuant ainsi à promouvoir la stabilité dans les Balkans occidentaux.

M. Kiboino (Kenya) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale Caroline Ziadeh de son exposé. Je salue par ailleurs la participation à la présente séance du Ministre serbe des affaires étrangères, M. Nikola Selaković, et de M^{me} Donika Gërvalla-Schwarz.

La nécessité de garantir une stabilité durable au Kosovo est d'autant plus urgente que l'Europe est confrontée à d'importants défis en matière de sécurité. Cela exige que les parties demeurent engagées et cohérentes dans la mise en œuvre de la résolution 1244 (1999).

Nous sommes préoccupés par la persistance des discours entre Belgrade et Pristina et par les tensions qui en résultent sur le terrain. Si cette situation perdure, tout progrès dans la normalisation de leurs relations sera compromis. C'est pourquoi nous réaffirmons la nécessité d'intensifier les efforts pour lutter contre les discours qui sèment la division et les discours de haine, ainsi que de créer un espace propice au dialogue.

L'état de droit est un élément essentiel de la gestion de la diversité. En effet, une véritable réconciliation et une paix pérenne ont plus de chances de se concrétiser dans un contexte caractérisé par un état de droit solide et des institutions inclusives et aptes à réagir, qui soient à même d'engager rapidement des poursuites et de régler les différends. Le Kenya se félicite du soutien apporté par la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) à l'intégration du système judiciaire et à l'administration de la justice dans le nord

du Kosovo, en s'attachant en particulier à améliorer la gestion des dossiers.

Nous saluons également les efforts faits par la MINUK pour renforcer la confiance, y compris par la promotion de la participation intercommunautaire ; par la promotion de l'égalité des sexes au Kosovo, notamment dans le cadre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité ; et par son engagement auprès des jeunes dans le cadre du programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité. Nous demandons que soit intensifié le soutien à ces mesures de confiance, en particulier celles qui renforcent la participation des femmes, des jeunes et de la société civile aux processus décisionnels et au dialogue intercommunautaire.

Enfin, le Kenya exprime à nouveau son plein appui à un dialogue soutenu en faveur de la normalisation des relations entre Belgrade et Pristina. À cet égard, nous nous félicitons de la poursuite des efforts de consultation, et nous exhortons les parties à honorer les engagements pris dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne ainsi qu'à entamer des négociations.

M. Costa Filho (Brésil) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale Caroline Ziadeh de son exposé.

Dans son dernier rapport (S/2022/739), le Secrétaire général confirme le rôle important joué par la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) pour empêcher que les rancœurs du passé et les discours de haine d'aujourd'hui ne débouchent sur une nouvelle vague de violence au Kosovo. Les risques d'escalade sont bien réels, comme en attestent les incidents du 31 juillet. Tous les acteurs doivent faire preuve de la retenue nécessaire et se garder de prendre des mesures unilatérales qui pourraient mettre en péril les progrès réalisés au fil d'années d'efforts en faveur de la paix et de la réconciliation.

L'impasse sur la question des plaques d'immatriculation et l'absence de progrès depuis juin dans la mise en œuvre des accords sur l'électricité sont particulièrement inquiétantes. Nous encourageons les décideurs à faire montre de souplesse et à privilégier des solutions qui tiennent compte des sensibilités locales et contribuent aux efforts de renforcement de la confiance.

Nous nous félicitons de la poursuite du dialogue direct entre les parties. La visite conjointe effectuée par le Président Aleksandar Vučić et M. Albin Kurti à Bruxelles, en août, et celle effectuée par la Première Ministre Ana Brnabić au Kosovo, en septembre, sont

deux signes majeurs d'un engagement sur la voie de la réconciliation. Nous estimons que des réunions de haut niveau régulières doivent être encouragées afin de favoriser le dialogue et de garantir une paix pérenne et une coexistence harmonieuse.

Le Brésil salue les initiatives prises par la MINUK pour consolider les institutions et promouvoir l'état de droit. Nous sommes conscients que le Kosovo demeure en proie à des difficultés dans la lutte contre la corruption et la criminalité organisée, ainsi que dans la protection des groupes vulnérables et des minorités, et nous réitérons notre soutien aux efforts déployés par l'Organisation à cet égard. Nous soulignons par ailleurs qu'il est nécessaire de progresser dans la mise en œuvre de l'Accord de Bruxelles, notamment en ce qui concerne la mise en place de l'association/communauté des municipalités à majorité serbe du Kosovo.

Nous prenons acte de l'organisation de la neuvième Journée portes ouvertes sur les femmes et la paix et la sécurité, qui s'est tenue au Kosovo en juin. Le Brésil appuie fermement les recommandations formulées à l'issue de cet événement, qui contribueront à garantir une plus grande participation des femmes aux processus décisionnels et à lutter contre le harcèlement.

Le Brésil réaffirme son attachement aux principes énoncés à l'annexe 2 de la résolution 1244 (1999), qui constituent le fondement nécessaire à la construction d'un avenir de paix et de prospérité pour la région. Nous soutenons résolument la poursuite des opérations de la MINUK et les efforts menés par les acteurs régionaux, l'Union européenne et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour jouer un rôle de médiateur dans les conflits et renforcer les institutions du Kosovo.

M. Agyeman (Ghana) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je tiens à saluer la présence du Ministre serbe des affaires étrangères, S. E. M. Nikola Selaković, et à le remercier de sa déclaration. Ma délégation remercie également de son exposé très complet la Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), M^{me} Caroline Ziadeh. Nous saluons la détermination avec laquelle elle dirige la MINUK dans l'exécution de son mandat de stabilisation, conformément à la résolution 1244 (1999). Nous prenons par ailleurs acte de la contribution de M^{me} Donika Gërvalla-Schwarz à la présente séance.

Dans son récent rapport (S/2022/739), le Secrétaire général souligne la persistance de tensions politiques entre la région du Kosovo et la Serbie, lesquelles ont entravé la poursuite de la mise en œuvre des accords conclus dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne en vue de la normalisation des relations. Nous notons avec préoccupation les questions non résolues relatives à la liberté de circulation, les problèmes d'approvisionnement en énergie dans le nord du Kosovo et les tensions suscitées par l'organisation du vote au Kosovo dans le cadre des élections législatives qui ont eu lieu en Serbie en avril.

Au-delà de ces contestations, nous sommes convaincus que le dialogue au plus haut niveau politique, étayé par la volonté sincère des dirigeants de surmonter leurs divergences, aura une incidence positive sur les efforts qui sont faits pour parvenir à un règlement pacifique et global des problèmes de longue date. C'est dans ce contexte que nous nous félicitons des discussions qui ont eu lieu au plus haut niveau, le 18 août, entre les représentants des deux parties et que nous prenons acte des engagements pris en faveur de l'apaisement des tensions.

Nous exhortons les deux parties à s'abstenir de tout discours et de tout acte qui ne favoriserait en rien le processus de paix, et nous leur demandons de s'engager à nouveau à s'acquitter pleinement des obligations qui leur incombent en vertu des accords antérieurs et des futurs accords qui seront conclus dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne. La souplesse des parties et leur volonté de consentir les compromis nécessaires seront déterminantes pour réaliser des progrès à cet égard.

Dans l'immédiat, les parties doivent renouer avec la mise en œuvre du plan d'étapes sur l'énergie afin d'assurer la continuité de l'approvisionnement en énergie nécessaire pour le chauffage pendant la saison hivernale, qui a déjà commencé. L'impasse concernant les plaques d'immatriculation doit également être surmontée au moyen de mesures concrètes.

Le Ghana est fermement convaincu que tout effort de normalisation et la poursuite des aspirations légitimes des deux parties doivent être fondés uniquement sur les principes du droit international, les valeurs et les buts consacrés par la Charte des Nations Unies et la voie menant à une solution politique énoncée dans la résolution 1244 (1999). Sinon, ainsi que la communauté internationale en a pris parfaitement conscience, les règles et les normes de notre système international, qui

sont essentielles au maintien de la paix et de la sécurité internationales, s'en trouveraient bouleversées.

Selon nous, le mandat de la MINUK, qui consiste à promouvoir la sécurité, la stabilité et le respect des droits humains, conserve toute sa pertinence tant que le Kosovo demeure divisé selon l'appartenance ethnique. Nous saluons les efforts faits par la Mission pour renforcer la confiance et la cohésion sociale entre les différentes communautés ethniques du Kosovo, et nous préconisons un dialogue ouvert, transparent et sans exclusive avec tous les secteurs de la société, afin de garantir la pérennité des accords conclus dans la sphère politique. Nous nous félicitons également des initiatives importantes prises dans le cadre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité et du programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité, qui visent à renforcer la capacité des femmes et des jeunes à participer effectivement à ces processus.

Pour terminer, je voudrais exprimer de nouveau notre soutien aux efforts déployés collectivement par le Conseil de sécurité en faveur de la normalisation des relations entre les deux parties et de l'objectif de paix dans la région.

M. Raguttahalli (Inde) (*parle en anglais*) : Je souhaite me joindre aux autres orateurs pour remercier la Représentante spéciale et Cheffe de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), M^{me} Caroline Ziadeh, de son exposé au Conseil de sécurité. Je salue également la présence du Ministre serbe des affaires étrangères, S. E. M. Nikola Selaković, à la présente séance.

Je tiens tout d'abord à rappeler la position de principe de l'Inde, qui appuie l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Serbie. Nous estimons que toutes les questions en suspens doivent être résolues par la voie de négociations pacifiques.

À cet égard, nous prenons note des réunions tenues entre la Serbie et les autorités de Pristina sous les auspices de l'Union européenne. Il est essentiel que ces réunions se tiennent sans aucune condition préalable et en toute bonne foi. La mise en œuvre des accords signés, notamment sur la création d'une association de municipalités à majorité serbe, restera fondamentale. Nous nous félicitons de la signature, le 21 juin, de l'accord concernant un plan d'étapes sur l'énergie, et nous exhortons toutes les parties à en assurer la mise en œuvre intégrale.

Nous sommes d'avis que les deux parties doivent trouver un terrain d'entente pour surmonter leurs préoccupations mutuelles, notamment en ce qui concerne les questions politiques et ethniques, et s'abstenir de tout discours susceptible d'exacerber les tensions. Nous saluons les efforts actuellement déployés, notamment par les membres du Quintette et l'Union européenne, en faveur d'un dialogue. Nous nous félicitons de la réunion facilitée par l'Union européenne qui s'est tenue le 18 août entre les deux parties, en particulier l'engagement qui a été pris de tenir des réunions régulières à l'avenir en vue de la normalisation des relations.

Compte tenu de sa dimension humanitaire, la question des personnes portées disparues doit être réglée en priorité. Nous espérons qu'avec l'appui de la MINUK, les autorités seront en mesure de déterminer ce qu'il est advenu des personnes toujours portées disparues. Le retour volontaire et en toute sécurité des personnes déplacées et des réfugiés en provenance de pays de la région est également une mesure importante de renforcement de la confiance. La MINUK, de concert avec les autres présences internationales, doit continuer d'encourager les autorités de Pristina à traiter les problèmes de toutes les communautés.

Nous prenons note des activités entreprises par la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo au cours de la période considérée. En outre, dans le cadre d'un effort de coopération internationale, nous constatons avec satisfaction que les contingents de la Force internationale de sécurité au Kosovo ont continué de s'acquitter efficacement de leur mandat en vertu de la résolution 1244 (1999). Les deux missions doivent respecter leurs mandats respectifs et rester neutres.

Pour terminer, nous notons avec satisfaction le rôle important joué par la MINUK dans la promotion de la sécurité, de la stabilité et du respect des droits humains. Nous appelons toutes les parties à coopérer pleinement avec la Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la MINUK et à faciliter ses travaux.

M. Hoxha (Albanie) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), M^{me} Caroline Ziadeh, de son exposé, et je salue sa présence dans cette salle. Je souhaite également la bienvenue, à la présente séance, à la Vice-Première Ministre et Ministre des affaires étrangères et de la diaspora de la République du Kosovo, ainsi qu'au Ministre des affaires étrangères de la République de Serbie.

Nous avons lu avec grande attention le rapport du Secrétaire général sur la MINUK (S/2022/739), qui couvre les six derniers mois. Celui-ci rend compte des évolutions importantes d'un pays démocratique toujours plus fort, un acteur important au sein des structures régionales et un membre de diverses organisations régionales et internationales, qui collabore étroitement avec les fonds, programmes et organes des Nations Unies et qui aspire à rejoindre l'Union européenne et l'OTAN, avec une vision claire de l'orientation de sa politique étrangère. Je tiens à féliciter la République du Kosovo et ses autorités pour les progrès enregistrés au cours des six derniers mois.

Néanmoins, nous sommes surpris que la guerre en Ukraine et ses répercussions multiformes ne soient pas mentionnées dans le rapport, notamment la condamnation sans équivoque de l'agression par le Kosovo, qui témoigne une fois de plus de son ferme engagement en faveur du droit international et des droits humains. Nous saluons son alignement sur la politique étrangère de l'Union européenne, y compris en matière de sanctions, ainsi que la générosité dont il a fait montre en accueillant des réfugiés et des personnes déplacées en provenance d'Ukraine, tout comme il l'a fait pour les réfugiés venus d'Afghanistan.

Les efforts soutenus déployés pour lutter contre la corruption et faire respecter l'état de droit au Kosovo méritent d'être salués, et ce, à juste titre. Ils témoignent de la détermination du gouvernement à édifier un pays pour les citoyens et par les citoyens. Le rapport de Freedom House intitulé « *Nations in Transit 2022* », publié récemment, fait état d'améliorations en ce qui concerne la gouvernance démocratique, ainsi que le cadre et l'indépendance judiciaires. Nous encourageons le gouvernement à poursuivre sur cette voie.

Malgré ce que je viens de dire, cela fait 23 ans qu'une mission de maintien de la paix est bloquée dans ce pays à cause d'une résolution gelée du Conseil de sécurité – un vestige d'une époque et de réalités révolues, en contradiction avec les conditions politiques actuelles aux niveaux national et régional. À cet égard, qu'il me soit permis de réitérer notre position : la situation au Kosovo n'est plus une question de paix et de sécurité. Rien ne justifie qu'elle continue d'être considérée comme une question relevant du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, et parler de maintien de la paix dans cette région n'a aucun sens. Notre région a progressé et s'est transformée, bien plus que les polémiques ont parfois tendance à le laisser croire. De notre

point de vue, la MINUK a fait son temps. Nous nous associons à l'appel lancé par le Royaume-Uni et les États-Unis pour qu'un examen approfondi soit effectué afin de veiller à ce que les travaux et le rôle de la MINUK n'évoluent pas dans l'inertie, mais tiennent compte des profonds changements qu'ont connus le Kosovo et sa population.

Je vais brièvement aborder les mandats des présences internationales au Kosovo, qui révèlent de multiples chevauchements sur le plan des priorités, notamment entre la MINUK et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Bien évidemment, elles représentent des groupes différents, mais la recherche de synergies, en étroite collaboration avec le gouvernement, contribuerait à améliorer l'efficacité des investissements. Nous restons convaincus qu'il serait préférable d'investir une partie des 42 millions de dollars consacrés chaque année à la MINUK dans des domaines où le Kosovo a des besoins réels et pressants. Après tout, l'Organisation des Nations Unies ne peut avoir une incidence en quelque endroit que ce soit que si elle s'aligne sur les besoins et les priorités du pays hôte.

Je l'ai déjà dit et je tiens à le répéter : le dialogue entre le Kosovo et la Serbie, facilité par l'Union européenne, bénéficie de notre appui total et sans réserve, et nous appelons les parties à l'accélérer. Nous nous félicitons de la dernière réunion tenue à Bruxelles, qui a permis de rétablir les contacts de haut niveau entre les parties et qui a débouché, entre autres, sur un accord sur la liberté de circulation. Nous espérons également que le plan d'étapes concernant les accords sur l'énergie, ainsi que celui sur la question des plaques d'immatriculation, seront mis en œuvre dès que possible. Ces accords ont non seulement une incidence directe sur les citoyens, mais ils constituent également des étapes importantes pour renforcer la confiance en vue d'aborder la question centrale, à savoir un accord global sur la normalisation complète des relations, conduisant à une reconnaissance mutuelle.

L'Albanie apprécie vivement le rôle très actif joué par le Représentant spécial de l'Union européenne, M. Miroslav Lajčák, et l'Envoyé spécial des États-Unis et Sous-Secrétaire d'État adjoint, M. Gabriel Escobar, ainsi que la contribution des conseillers en matière de politique étrangère et de politique de sécurité du Président français et du Chancelier allemand. Il s'agit là d'un soutien de haut niveau impressionnant, qui ne peut et ne doit pas être galvaudé. Ce soutien doit servir de catalyseur pour accélérer les discussions sur les questions

essentielles, changer le cours de l'histoire et transformer les Balkans occidentaux une fois pour toutes.

Pour trouver des solutions justes et appropriées à des situations complexes, il faut de la sagesse et de la créativité, des efforts soutenus et sincères, du courage et une vision. Voilà ce que les dirigeants sont appelés à faire : diriger, plutôt que suivre, et, si nécessaire, prendre des risques pour le bien commun.

À cet égard, nous estimons qu'il est temps de réduire la fréquence des séances du Conseil de sécurité à une seule par an, en reconnaissance des progrès accomplis, ainsi que pour encourager les parties à poursuivre le dialogue avec plus de détermination. Les parties obtiendront de meilleurs résultats, comme cela a été le cas, en s'asseyant autour de la table, en discutant et en se mettant d'accord à Bruxelles, plutôt qu'en exprimant leurs désaccords à New York.

L'état de droit est fondamental pour toute société. Nous appuyons le gouvernement dans les efforts qu'il mène pour exercer son autorité légitime sur l'ensemble de son territoire. Personne ne devrait avoir le droit de bafouer la loi, de provoquer des tensions et d'inciter à la violence. À cet égard, nous condamnons fermement les attaques répétées dont le Service de police du Kosovo a été la cible en avril dans deux municipalités, et nous saluons la position ferme adoptée par la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Ziadeh, en la matière.

Je ne me laisserai pas de parler du nouveau climat que nous avons créé dans les Balkans occidentaux, où nous nous regardons les uns les autres avec espoir et non avec suspicion, et où nous nous unissons dans le cadre d'efforts conjoints et de projets communs, en quête d'avantages mutuels et sans tirer indûment profit de nos voisins. Tel est le fondement de nos relations actuelles avec les autres pays, en particulier avec la Serbie, qui comme nous, déploie des efforts pour avancer sur la voie de l'intégration européenne et de la coopération régionale, notamment dans le cadre de l'initiative des Balkans ouverts.

Tous les pays des Balkans occidentaux aspirent à l'intégration européenne et la poursuivent. Nous savons que nous ne pouvons y parvenir qu'en bâtissant une société démocratique, développée et prospère et en développant l'intégration régionale, en assurant la justice et la responsabilité, le respect des droits humains et des libertés pour tous les citoyens, notamment par un respect exemplaire des minorités nationales, non

seulement en tant que composante essentielle de l'intégration européenne et des valeurs des droits humains, mais aussi en tant qu'enseignement important tiré du passé. La Serbie est en droit de demander des normes élevées pour la minorité serbe du Kosovo. Nous encourageons les autorités du Kosovo à maintenir cette question parmi leurs priorités en matière de développement, et nous les appuyons dans ce sens. Par souci de vérité, il faut reconnaître que le cadre juridique du Kosovo sur les minorités est l'un des meilleurs et devrait servir d'exemple dans toute la région, y compris en Serbie. Je dis cela de manière très générale, en référence aux allégations et aux plaintes formulées par des Albanais de souche vivant dans la vallée de Preshevo, dans le sud de la Serbie, concernant la « passivisation » par la Serbie de leurs adresses résidentielles.

Nous le savons très bien : là où il y a des griefs, il y a des problèmes, et la meilleure façon de régler les problèmes est de les aborder en amont. Le traitement des minorités doit refléter les véritables progrès réalisés dans l'édification de sociétés ouvertes et justes pour tous.

M. Geng Shuang (Chine) (*parle en chinois*) : Je salue la présence du Ministre serbe des affaires étrangères, S. E. M. Selaković, à la présente séance. J'ai écouté attentivement les exposés de la Représentante spéciale Ziadeh et de M^{me} Gërvalla-Schwarz.

Depuis juin 2022, les autorités du Kosovo ont pris des mesures unilatérales sur des questions telles que les documents d'identité et les plaques d'immatriculation des véhicules, ce qui a entraîné une forte escalade des tensions dans le nord du Kosovo, perturbant le processus de normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie, et compromettant la sécurité et la stabilité dans les Balkans et en Europe du Sud-Est. La Chine exprime sa préoccupation.

Avec les bons offices des parties compétentes, les deux parties sont finalement parvenues à un accord sur la question des documents d'identité. La Chine se félicite de cette évolution, et elle salue, en particulier, l'attitude constructive dont fait preuve la Serbie. À l'heure actuelle, la question des plaques d'immatriculation n'a toujours pas été réglée. Pristina demande que la conversion des plaques d'immatriculation soit achevée d'ici la fin du mois. Cela pourrait à nouveau déclencher des manifestations, voire des affrontements, et aggraver les tensions entre les deux parties. Une telle situation doit être évitée.

Nous sommes favorables à un dialogue entre les deux parties dans le cadre d'une médiation menée sous les auspices de l'Union européenne afin de poursuivre les consultations sur la question des plaques d'immatriculation. Nous appelons les deux parties, et les autorités du Kosovo en particulier, à faire preuve de retenue, à coopérer activement avec les bons offices de l'Union européenne, en gardant à l'esprit l'intérêt général du maintien de la sécurité et de la stabilité en Europe, et à s'abstenir une fois de plus d'actions unilatérales.

Le dialogue et la concertation sont le meilleur moyen de régler la question du Kosovo. Nous constatons avec satisfaction que la réunion entre la Serbie et le Kosovo qui a eu lieu à Bruxelles en août a donné des résultats positifs. Sous les auspices de l'Union européenne, les deux parties sont parvenues à une feuille de route aux fins de la mise en œuvre des accords sur l'énergie. La Chine encourage les deux parties à poursuivre le dialogue de manière pragmatique et constructive et à mettre en œuvre les recommandations issues des négociations antérieures.

Conformément aux dispositions du Premier Accord sur les principes gouvernant la normalisation des relations, le Kosovo doit promouvoir la création d'une association des municipalités serbes. La coexistence harmonieuse de tous les groupes ethniques est une condition préalable fondamentale à la stabilité au Kosovo. Depuis de nombreuses années, l'unité et la confiance mutuelle de toutes les communautés de la région du Kosovo ont été fragilisées. Récemment, plusieurs incidents, notamment des vols et des attaques, ont visé les minorités ethniques et leurs lieux de culte au Kosovo. La Chine espère que les autorités du Kosovo prendront des mesures efficaces pour éviter que de tels incidents ne se reproduisent, afin de garantir la sécurité et le respect des droits et intérêts légitimes de tous les groupes ethniques au Kosovo, y compris les Serbes.

La présence des Nations Unies est une solide garantie du règlement de la question du Kosovo, qui est sensible et complexe. Ces dernières années, des tensions persistantes, qui se sont également intensifiées, ont été observées, ce qui représente un risque potentiel pour la sécurité européenne. Dans ces circonstances, le Conseil de sécurité doit continuer de rester concentré et de centrer son attention sur la question du Kosovo. La Représentante spéciale du Secrétaire général et la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo doivent continuer d'œuvrer activement conformément à la résolution 1244 (1999),

s'acquitter efficacement de leurs mandats et jouer un rôle constructif dans le maintien de la stabilité régionale, la promotion de la réconciliation nationale et la facilitation du dialogue entre les deux parties.

La position de la Chine sur la question du Kosovo est constante et claire. Nous appuyons les parties concernées dans leur collaboration dans le cadre de la résolution 1244 (1999) afin de parvenir à une solution politique mutuellement acceptable par un dialogue sincère. Dans ce processus, la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité de la Serbie doivent être pleinement respectées.

M^{me} Broadhurst Estival (France) : Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général pour sa présentation, et je salue la présence parmi nous des Ministres des affaires étrangères de la Serbie et du Kosovo.

Les incidents survenus au nord du Kosovo le 31 juillet dernier sont préoccupants et nous rappellent qu'il n'y a pas d'autre voie, ni pour la Serbie ni pour le Kosovo, que de parvenir à un accord global, définitif et juridiquement contraignant pour régler de manière durable le différend entre les deux pays. La France salue à cet égard l'accord sur la libre circulation qui a été conclu le 27 août dernier entre la Serbie et le Kosovo dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne. Cet accord illustre l'engagement continu de l'Union européenne dans le dialogue, et la France salue les efforts de son Représentant spécial, M. Miroslav Lajčák.

La France encourage la Serbie et le Kosovo à normaliser pleinement leurs relations dans un esprit de compromis. La réunion de haut niveau du dialogue qui a été facilitée par l'Union européenne, tenue à Bruxelles le 18 août dernier, a montré qu'il existait un engagement des parties en faveur d'un accord global. La conclusion d'un tel accord est une condition essentielle de la perspective européenne du Kosovo et de la Serbie, perspective à laquelle les deux parties ont un intérêt mutuel, et à laquelle la France réitère son attachement.

Nous appelons les deux parties à mettre en œuvre, sans restriction, les accords déjà conclus et à s'abstenir de toute mesure unilatérale susceptibles de nourrir les tensions. Nous encourageons le Kosovo et la Serbie à faire preuve d'un esprit constructif pour trouver des solutions sur les sujets courants, notamment la question de la conversion des plaques d'immatriculation ou de la fourniture d'électricité au nord du Kosovo. Il est également essentiel que des progrès soient réalisés au sein du

Groupe de travail sur les personnes portées disparues et sur la question du retour des personnes déplacées.

Nous exprimons notre soutien aux efforts de réforme qui sont entrepris par le gouvernement du Kosovo, en particulier s'agissant de la lutte contre la corruption, de l'état de droit et du développement économique et social. Ces efforts, qui doivent se poursuivre, sont également indispensables au rapprochement européen, tout comme la mobilisation en faveur de la participation pleine, égale et effective des femmes à la vie politique et sociale et pour le respect des droits de l'homme. Nous appelons à continuer de lutter contre l'impunité pour les auteurs de crimes graves et à la coopération avec les Chambres spécialisées pour le Kosovo et le Bureau du Procureur spécialisé.

Nous apportons tout notre soutien à l'action de M^{me} Caroline Ziadeh à la tête de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), pour promouvoir la sécurité, la stabilité, le renforcement de l'état de droit et le respect des droits de l'homme au Kosovo et dans la région. La MINUK peut compter sur l'action conjointe de la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo, EULEX KOSOVO. Nous saluons en particulier les efforts de la MINUK, en lien avec les municipalités, pour soutenir le dialogue intercommunautaire. Nous soutenons à cet égard la proposition d'établir un centre de dialogue et de rencontre à Pristina.

La France, comme l'Union européenne, reste engagée pour la stabilisation des Balkans occidentaux et pour la normalisation des relations entre Belgrade et Pristina. Leur avenir européen commun en dépend.

Le Président : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Gabon.

Je salue la participation à cette séance du Ministre serbe des affaires étrangères, S. E. M. Nikola Selaković. Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Caroline Ziadeh, pour son exposé, et nous avons écouté avec attention M^{me} Gërvalla-Schwarz.

Le processus de normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie n'a pas avancé, notamment sur les aspects techniques qui ont un impact sur le vivre ensemble communautaire au Kosovo. Une solution urgente doit être trouvée en matière de libre circulation concernant la question des plaques d'immatriculation, au risque d'alimenter plus de crispations.

Les incidents et les violences visant les communautés minoritaires au Kosovo sont une des expressions des tensions communautaires de nature à constituer des sources permanentes d'antagonisme. Ces tensions ne peuvent pas être réglées par des initiatives unilatérales mais par le dialogue, en s'attaquant à leurs racines afin de bâtir une paix durable. Cet objectif ne peut être atteint que par la mise en œuvre des accords existants, notamment l'Accord de Bruxelles. Les rencontres récentes entre les parties mentionnées dans le rapport du Secrétaire général ne sont pas parvenues à faire avancer le processus de normalisation. La multiplication des sources de tensions, les altercations communautaires, policières et autres décisions ayant pour effet de réduire la libre circulation des personnes et des biens à l'intérieur du Kosovo nuisent manifestement à la consolidation de la paix.

À côté de la libre circulation des personnes se trouve la question épineuse du retour des personnes déplacées issues des communautés minoritaires. Le rythme de ces retours, encore en retrait des attentes, est à accélérer pour permettre à ces dernières de revenir vivre dans leur région d'origine, sans peur ni pression. Nous encourageons les initiatives du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et des autorités locales pour coordonner les retours des personnes déplacées et les appelons à hâter le rythme desdits retours. Je voudrais à cet égard souligner la nécessité d'une pleine mise en œuvre de la résolution 1244 (1999), de même que le respect par les parties du droit international pour mettre en place toutes les garanties pour la paix et la sécurité des populations au Kosovo.

La question des personnes portées disparues est d'un intérêt déterminant. Le fait que le Groupe de travail sur les personnes portées disparues n'ait tenu aucune réunion au cours de la période considérée retarde un peu plus l'administration des cas de personnes toujours portées disparues depuis les événements de 1998 et 1999. Nous encourageons la MINUK à poursuivre ses efforts dans ce sens. C'est dans cet objectif que mon pays salue et encourage toutes les initiatives qui tendent à favoriser le vivre ensemble et l'intégration des communautés.

Un autre champ sur lequel les défis persistent est celui de la coexistence pacifique des religions. À cet égard la décision de la Cour constitutionnelle de 2016 visant l'enregistrement des terres du monastère de Visoki Dečani doit être mise en œuvre. Nous

exhortons par ailleurs les autorités du Kosovo à adopter les lois protégeant la liberté de religion et garantissant la protection contre les violences domestiques, la violence à l'égard des femmes et la violence fondée sur le genre.

Nous soulignons la nécessité d'accroître le rôle des jeunes et des femmes dans la construction et le maintien de la paix. Les activités de la MINUK, en collaboration avec ONU-Femmes, pour combattre le harcèlement contre les femmes et pour une plus grande participation de ces dernières aux processus politiques sont à saluer, de même que les activités culturelles et sportives visant la participation des jeunes.

De nombreux défis persistent dans le domaine de la justice. Nous saluons et encourageons le rôle joué par la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo pour faire avancer les réformes dans ce domaine. Nous prenons note des efforts consentis par la MINUK visant à rendre plus opérationnelle la justice et à combattre l'impunité. Nous nous réjouissons que des procédures aient pu être engagées dans des affaires de crimes de guerre et que les retards importants dans l'administration de la justice aient été réduits.

Mon pays appelle les parties à travailler de façon constructive pour la stabilité dans la région. Pour ce faire, il est primordial que les parties s'abstiennent de toute politique unilatérale et s'engagent résolument et de bonne foi dans la recherche d'une issue diplomatique.

Pour terminer, nous encourageons la Représentante spéciale Ziadeh à maintenir l'interaction avec les parties et nous exprimons nos encouragements à la MINUK pour ses efforts en vue de renforcer la confiance intercommunautaire et l'intégration de toutes les communautés.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Le Ministre des affaires étrangères de la Serbie a demandé la parole pour faire une autre déclaration. Je lui donne maintenant la parole.

M. Selaković (Serbie) (*parle en anglais*) : Nous avons entendu une pléthore de mensonges flagrants de la part de M^{me} Gërvalla-Schwarz pendant sa déclaration, auxquels je me dois de réagir. Je voudrais répondre à quelques-uns d'entre eux seulement.

L'un de ces mensonges est qu'elle représente la plus jeune démocratie d'Europe. A-t-on déjà entendu parler d'une démocratie dans laquelle les habitants n'ont pas le droit de participer aux élections ? À deux reprises

cette année, les Serbes vivant dans le Kosovo-Metohija n'ont pas été autorisés à voter.

Un autre mensonge flagrant est que 90 % des plaques d'immatriculation serbes ont été enregistrées. Je répète, 90 %. Plus de 9 000 personnes possèdent des véhicules dans la partie nord du Kosovo-Metohija ; plus de 9 000. Seules deux d'entre elles ont fait enregistrer leurs plaques. Cela représente-t-il 90 % ? C'est peut-être la meilleure illustration de ces mensonges flagrants.

Nous pouvons déduire de la déclaration de M^{me} Gërvalla-Schwarz qu'elle est obsédée par le Président de notre pays, Aleksandar Vučić, puisqu'elle mentionne son nom neuf fois dans sa déclaration. Elle a dit qu'il préparait un acte d'agression, mais elle n'a rien dit de ce que fait Pristina dans le même temps. Ces huit derniers mois, nous avons continuellement entendu des mensonges systématiques et répétés sur le fait que le Président Vučić est en train de préparer une agression, que Belgrade est en train de préparer une agression ; qu'il y aura une escalade du conflit sur le terrain et que la Serbie agit comme si elle était un supplétif ou une marionnette de quelqu'un.

Dans le même temps, Pristina a construit quatre, je dis bien quatre nouvelles bases pour les unités de police spéciales dans les municipalités à majorité serbe. Pour quelle raison ? N'est-ce pas pour préparer une agression et pour pousser ce qui reste de la communauté serbe du Kosovo et Metohija hors de cette région ? C'est la seule raison, et c'est la vérité.

M^{me} Gërvalla-Schwarz a déclaré que le Président Vučić promeut l'idéologie nazie d'un prétendu monde serbe. Tout d'abord, on n'entendrait jamais le Président Vučić tenir de tels propos. Deuxièmement, je vais dire au Conseil qui promeut les idées nazies. M^{me} Gërvalla-Schwarz pourra dire si cela est vrai ou non. Le prétendu gouvernement kosovar fait des préparatifs en vue de rénover la maison de Xhafer Deva. Je vais dire au Conseil qui est Xhafer Deva.

Xhafer Deva était un collaborateur nazi très célèbre pendant la Seconde Guerre mondiale. Le gouvernement kosovar travaille sur un projet de rénovation du domicile de Xhafer Deva à Kosovska Mitrovica. Il a même trompé l'Union européenne en vue d'obtenir son appui pour le projet de rénovation de la maison d'un collaborateur nazi qui a été décoré par Hitler lui-même. C'est une preuve évidente de la promotion de l'idéologie et des idées nazies.

Je ne mentionnerai même pas le SS Skanderbeg, qui était l'une des meilleures et des plus brutales des unités d'Hitler pendant la Seconde Guerre mondiale. Cependant, c'est Albin Kurti qui promeut l'idéologie nazie. Je vais dire au Conseil de quelle manière, en le citant. Il a été interviewé par un journaliste d'Euronews le 16 février. Le journaliste lui a demandé :

« Vous avez dit un jour que vous seriez favorable à une grande union avec l'Albanie. Est-ce toujours le cas » ?

Il a répondu :

« Je suis convaincu qu'une indépendance totale signifie également une indépendance de l'indépendance, afin que nous puissions créer une fédération avec l'Albanie ou rejoindre l'Union européenne.

À l'avenir, deux référendums organisés en Albanie et au Kosovo pourraient régler ce problème... ».

Le journaliste lui a demandé :

« Comment voteriez-vous dans ce référendum » ?

Il a répondu :

« Je pense que je voterais pour ».

Ce projet n'a existé que durant la Seconde Guerre mondiale, en tant qu'État agissant pour le compte des nazis ; cela concerne donc la promotion de l'idéologie nazie.

Mon seul message à M^{me} Schwarz aujourd'hui consiste à dire qu'elle ne devrait pas être aussi obsédée de la sorte par le Président Vučić. Peut-être ferait-elle mieux de déposer une demande pour devenir l'une de ses élèves. Il pourrait lui apprendre beaucoup en matière de politique, de diplomatie et de droit international public, ainsi que sur la manière dont elle est arrivée ici, en vertu de la résolution 1244 (1999), qui a défini le Kosovo-Metohija comme faisant partie du territoire de la République de Serbie.

Lorsqu'elle parle des crimes commis, elle ne devrait pas oublier de rappeler au Conseil où Hashim Thaçi, son ancien président, et Kadri Veseli se trouvent maintenant et ce qu'ils font en détention à La Haye. Ils ne jouent pas aux cartes ou au Risk. Ils sont là pour être jugés et, me semble-t-il, condamnés pour les crimes horribles qu'ils ont commis contre les Serbes et les autres non-Albanais au Kosovo-Metohija. Le Conseil a adopté trois résolutions avant la résolution 1244 (1999) : les résolutions 1160 (1998), 1199 (1998) et 1203 (1998).

Dans les trois, les activités de ses camarades ont été qualifiées de terroristes, et les membres du Conseil de sécurité ont adopté ces résolutions à l'unanimité.

Nous avons aussi entendu dire par deux fois que la Serbie enfreignait des accords. Bien évidemment, ce n'est pas vrai. Il s'est écoulé 3 470 jours depuis la signature du premier Accord de Bruxelles, et Pristina n'a pas encore constitué la moindre municipalité à majorité serbe. Elle affirme même à qui veut l'entendre qu'elle n'en a pas l'intention. Il s'agit pourtant d'une question de respect des accords.

Enfin, un poète très célèbre a dit que si quelqu'un mentait, il devait le faire de telle manière que les gens le croient. La prochaine fois, M^{me} Gërvalla-Schwarz devrait aborder les choses sous un autre angle si elle veut vraiment produire un effet autre que celui qu'elle crée avec ses mensonges.

Le Président : M^{me} Gërvalla-Schwarz a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration. Je lui donne maintenant la parole.

M^{me} Gërvalla-Schwarz (*parle en anglais*) : Je ne voulais vraiment pas ennuyer le Conseil de sécurité à propos de ces attaques personnelles, mais je ne peux pas les laisser passer. M. Selaković n'est même pas capable de m'appeler par mon nom, qui n'est pas « Schwarz » – le nom de mon époux. Mon nom de famille est Gërvalla, et il y a de bonnes raisons pour lesquelles M. Selaković ne peut pas prononcer ce nom. En effet, c'est Belgrade qui a fait fuir mon père vers l'Allemagne. Il était journaliste, écrivain et musicien. Il a aussi été l'une des trois personnes que des agents de la sécurité d'État de Belgrade ont assassinées derrière notre maison. Voilà pourquoi il est si difficile pour M. Selaković de prononcer le nom Gërvalla, ou « Dërvalla », ou quelque autre orthographe possible, car il y a un grand trou dans la conscience collective de la Serbie au sujet de ce nom.

Je pourrais vraiment prendre beaucoup de temps pour répondre à bien des choses qui ont été dites, mais je ne le ferai pas, par égard pour le temps très précieux des membres du Conseil. Je respecte vraiment cet organe, qui s'occupe de guerre et de paix, en particulier en ce moment qu'il fait tout son possible pour mettre fin à une

guerre injustifiée et très agressive. Je ne ferai donc que deux observations.

Il est difficile, pour quelqu'un du Kosovo qui comprend à la fois notre histoire et le présent, de rester sans réaction en entendant parler du vrai et du faux. Je recommanderais tout simplement à tous ceux qui ne sont pas vraiment convaincus par la séance d'aujourd'hui de ne pas écouter M. Selaković. Ils n'ont même pas besoin de m'écouter. Tout ce qu'ils ont à faire, c'est de lire les rapports internationaux, à commencer par le dernier rapport en date de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et le rapport d'étape de l'Union européenne, puis de lire ce que la présence internationale au Kosovo rapporte du terrain, car après tout je pourrais essayer moi aussi de tromper les membres du Conseil, ce que toutefois je ne ferai jamais, par respect pour cet organe, mais je leur demande de ne pas en laisser d'autres les tromper non plus. Il faut simplement qu'ils fassent confiance aux sources dont ils savent qu'elles leur disent la vérité sur les progrès au Kosovo, ainsi que les problèmes, et sur ce qui s'est passé dans le passé, ce qui se passe maintenant et ce à quoi peut ressembler l'avenir.

Quant à nous, l'objectif qui nous anime est d'offrir un avenir meilleur à nos citoyens. Pour tous nos citoyens, le droit de vote au Kosovo est un droit garanti pour chaque citoyen de la République, sans distinction, que l'on soit albanais, serbe, turc ou bosniaque. Les citoyens du Kosovo, tous autant qu'ils sont, ont récemment exercé leur droit de vote lors des élections nationales tenues en février 2021 et des élections municipales organisées le 21 octobre. Le droit de vote au Kosovo est par conséquent un droit très respecté, qui est garanti par notre Constitution pour chaque citoyen du Kosovo.

En ce qui concerne tout ce qui a été dit d'autre à propos des élections au Kosovo, je demande simplement aux membres du Conseil de lire le dernier rapport d'étape en date de l'Union européenne, où ils verront combien les élections sont libres et démocratiques au Kosovo et combien le droit de vote nous importe.

La séance est levée à 17 h 30.